

**du Conseil d'Etat au Grand Conseil  
accompagnant le projet de décret relatif à la  
construction d'un bâtiment destiné à l'exécution  
anticipée des peines et d'une salle de sports ainsi  
qu'au réaménagement des ateliers sécurisés,  
sur le site des Etablissements de Bellechasse**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret relatif à la construction d'un nouveau bâtiment destiné à l'exécution anticipée de peines privatives de liberté (EAP). Ce bâtiment comporte 40 cellules ordinaires ainsi que 8 cellules fortes et une salle de sports destinées à l'ensemble des Etablissements de Bellechasse. Ce projet comprend également le réaménagement des ateliers sécurisés existants ainsi que l'aménagement de places extérieures de sport et l'extension du parking existant, en relation avec le projet de construction précité.

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Organisation de l'exécution des sanctions pénales

Selon le système en vigueur depuis 1942, le droit pénal matériel (définition des infractions et des sanctions) relève de la compétence de la Confédération, tandis que le droit pénal formel (procédure pénale, exécution des peines et mesures) est essentiellement réglé au niveau cantonal. S'agissant de la procédure pénale, un projet d'unification est actuellement en examen auprès des Chambres fédérales, projet qui devrait aboutir à terme à l'adoption d'un seul code de procédure pénale au niveau fédéral et à la suppression des procédures pénales cantonales. Dans le domaine de l'exécution des sanctions en revanche, la répartition des compétences n'est pas remise en question par les révisions en cours du droit fédéral. En clair, cela signifie que les cantons continueront d'assurer l'exécution des sanctions prononcées par la justice pénale.

Le principe selon lequel l'exécution des peines et mesures incombe aux cantons a deux conséquences connexes: premièrement, il appartient aux cantons de mettre en exécution les jugements rendus par leurs tribunaux; deuxièmement, ils sont tenus de construire et d'administrer les établissements de détention et peuvent conclure des accords concernant la construction commune, l'exploitation et l'utilisation des ces établissements. La Constitution fédérale prévoit que la Confédération peut accorder des subventions pour la construction d'établissements de détention. Les conditions d'octroi et les modalités de subventionnement sont réglées dans la loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (RS 341) et dans ses ordonnances d'application.

Compte tenu de la diversité des types de détention (adultes, jeunes, hommes, femmes, délinquants dangereux, etc.) et de l'importance des frais de fonctionnement des établissements de détention, un canton – même s'il s'agit d'un grand canton – ne saurait construire et exploiter à lui seul tous les établissements exigés par la loi. Afin d'atteindre la «masse critique» permettant de fonctionner de manière rationnelle et de répondre aux exigences légales, les cantons ont donc constitué trois concordats régionaux:

|                                                                                                                                                                    |                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et des mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins («concordat latin») | FR, GE, JU, NE, VD, VS, TI                 |
| Strafvollzugskonkordat der Nordwest- und Innerschweiz                                                                                                              | AG, BL, BS, BE, LU, OW, NW, SZ, SO, UR, ZG |
| Strafvollzugskonkordat der Ostschweiz                                                                                                                              | AI, AR, GL, GR, SH, SG, TG, ZH             |

Tableau 1: Les 3 concordats en matière d'exécution des sanctions pénales

Les concordats ont pour objets principaux:

- de régler l'utilisation commune des établissements pénitentiaires et de fixer les tarifs applicables; les cantons disposant d'établissements ou de sections d'établissements concordataires s'engagent ainsi à y admettre les personnes détenues des cantons partenaires;
- d'émettre des directives visant à uniformiser l'exécution des peines et des mesures, notamment en ce qui concerne les congés, la rémunération des détenus, les formes particulières de l'exécution, etc.

Le champ d'application du concordat latin couvre l'exécution des peines (peines privatives de liberté) et des mesures (notamment l'internement). La détention préventive<sup>1</sup> n'est pas soumise au concordat et relève de la compétence exclusive des cantons. Les principaux établissements du concordat latin sont:

- les Etablissements de la Plaine de l'Orbe (VD; 270 places)
- les Etablissements de Bellechasse (FR; 139 places)<sup>2</sup>
- l'Etablissement d'exécution de peines «Bellevue» à Gorgier (NE; 47 places)
- la Colonie de Crêtelongue (VS; 40 places)
- la Prison de la Tuilière, à Lonay (VD; 33 places)<sup>3</sup>.

### 1.2 Les établissements dans le canton de Fribourg

#### *Prison centrale et prisons de district*

La Prison centrale (76 places au total) et la Prison de Bulle (11 places) sont en priorité affectées à la détention préventive (45, resp. 6 places). Elles offrent en outre des places pour d'autres types de détention, notamment pour les courtes peines allant jusqu'à six mois et pour l'exécution sous forme facilitée (semi-détention, semi-liberté, etc.). La Prison de Romont (5 places destinées à la détention préventive) n'est ouverte qu'en cas d'urgence, lorsque les deux autres prisons ne peuvent plus faire face à la demande et que des placements hors canton ne sont plus possibles. Tous ces établissements sont gérés par le Service des prisons. Les autres prisons de district, qui se trouvaient dans les chefs-lieux des districts et qui ne correspondaient plus aux normes actuelles de sécurité, ont

<sup>1</sup> Les personnes qui se trouvent en détention préventive ne sont pas encore condamnées, mais sont placées en détention par le Juge d'instruction, dans le cadre d'une enquête pénale. Dans le nouveau code pénal, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ce terme est remplacé par celui de «détention avant jugement».

<sup>2</sup> Le Foyer de la Sapinière offre en outre 20 places pour les internés et pour les personnes en privation de liberté à des fins d'assistance (ces dernières ne relèvent pas du droit pénal, mais du droit civil).

<sup>3</sup> La Prison de la Tuilière est principalement destinée aux femmes condamnées à des peines privatives de liberté.

été fermées définitivement en 2002, dans le cadre de la réorganisation de la Police cantonale.

### *Les Etablissements de Bellechasse*

Les peines privatives de liberté de plus de six mois sont en principe exécutées aux Etablissements de Bellechasse (EB), qui comportent trois secteurs, soit le pénitencier (bâtiment cellulaire + annexe), le Pavillon (secteur semi-ouvert) et le foyer La Sapinière (privation de liberté à des fins d'assistance, exécution de mesures d'internement et courtes peines fermes). Créés en 1898, les EB offrent aujourd'hui 139 places + 20 places au foyer La Sapinière. Les EB font partie du concordat de la Suisse latine et sont donc à disposition de tous les cantons concordataires. Ils comportent diverses sections d'exécution (ouvert, semi-ouvert et fermé) ainsi que les secteurs d'activité nécessaires pour assurer un régime de détention de type progressif. Ce régime progressif se déroule en quatre phases (phase d'observation, régime ordinaire, régime de fin de peine, libération conditionnelle) et correspond aux normes concordataires et aux règles pénitentiaires européennes.

## **2. BESOINS DE LOCAUX**

### **2.1 Surpopulation carcérale en Suisse**

Depuis plus de quatre ans, les établissements pénitentiaires et les prisons de Suisse affichent des taux d'occupation très élevés, voire alarmants. Ce phénomène touche tous les cantons et pratiquement toutes les catégories de détention (détention préventive, exécution de peines fermes, mesures d'internement, etc.). Selon l'enquête sur la privation de liberté, publiée en février 2006 par l'Office fédéral de la statistique (OFS), une quarantaine d'établissements affichait un taux d'occupation supérieur ou égal à 100%, le seuil de 120% étant même dépassé dans 9 établissements. Toujours selon l'OFS, le taux de détenus pour 100 000 habitants a augmenté de 12% au cours des deux dernières années. Les records de surpopulation carcérale sont aujourd'hui atteints à la Prison de Champ-Dollon/GE, où l'on enregistre plus de 500 détenus pour 270 places. Cette situation présente des risques importants au niveau de la sécurité, comme l'ont démontré les événements survenus récemment (début de mutineries fin avril/début mai 2006.).

L'augmentation sensible de la population carcérale s'explique notamment par l'augmentation du nombre de prévenus et des personnes condamnées à de longues ou de très longues peines ou à l'internement, ainsi que par la durée des procédures pénales qui deviennent de plus en plus complexes. La durée moyenne de la détention préventive a ainsi passé de 18 à 37 jours en l'espace de trois ans, ce qui contribue à l'engorgement des prisons préventives. En même temps, les délais d'attente pour le transfert dans les pénitenciers ont augmenté en fonction de l'augmentation des longues peines. S'ajoute à cela le fait que les personnes internées restent en détention plus longtemps, notamment suite au meurtre de Zollikerberg/ZH et à d'autres événements survenus dans les années 90 et impliquant des internés libérés à l'essai. Ce phénomène contribue dans une large mesure au ralentissement du flux des mouvements (libérations/entrées).

A noter que le nouveau code pénal suisse (CPS), dont l'entrée en vigueur est prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2007, n'aura

pas pour effet d'infléchir cette évolution. S'il est vrai que la révision du code pénal a notamment pour objectif de remplacer les courtes peines privatives de liberté par des formes alternatives telles que le travail d'intérêt général et les peines pécuniaires, il convient de rappeler que le problème de la surpopulation carcérale se pose essentiellement dans le domaine de la détention préventive ainsi que dans les établissements pénitentiaires (où les délais d'attente varient aujourd'hui entre 6 et 12 mois), soit pour les peines privatives de liberté de longue, voire de très longue durée et pour les internements. Or, le CPS révisé n'aura pas d'incidences dans ces domaines.

De nombreux cantons ont dû prendre des mesures pour faire face au problème de la surpopulation carcérale. Alors que certains cantons ont rouvert des prisons qui avaient été fermées auparavant (p. ex. la prison de Winterthur, fermée en 2003) d'autres prévoient la construction de nouveaux établissements ou l'extension de structures existantes. Afin de pallier les problèmes les plus urgents, les cantons de Genève, Neuchâtel et Fribourg ont, grâce à une collaboration intercantonale spontanée et inédite, pu placer 50 détenus (dont 15 pour le canton de Fribourg, 10 pour NE et 25 pour GE) à la Prison de la Croisée (Orbe) du 1<sup>er</sup> août 2004 au 28 février 2005. Cette solution était cependant limitée dans le temps, de sorte que d'autres mesures à moyen et à long terme ont dû être examinées en parallèle. Pour ce qui concerne le canton de Fribourg, un groupe de travail composé de représentants de tous les milieux concernés (justice, police, service des prisons, service de l'exécution des peines) a dès lors procédé à une analyse des besoins à moyen et à long terme, ainsi qu'à une évaluation des solutions envisageables. Dans son rapport final adressé au Conseil d'Etat en juin 2005, le groupe de travail a proposé la construction, sur le site des Etablissements de Bellechasse, d'un nouvel établissement de 40 places, destiné à l'exécution anticipée de peine (EAP). Le Conseil d'Etat a pris acte de ce rapport et a demandé à la Direction de la sécurité et de la justice de lui présenter un projet de construction pour un établissement tel que proposé.

### **2.2 Etablissement EAP + cellules disciplinaires**

#### *Etablissement EAP*

L'exécution anticipée d'une peine peut être accordée lorsqu'un prévenu n'a pas encore été jugé, mais doit s'attendre à être condamné à une peine privative de liberté ferme. Il peut alors demander à exécuter sa peine de manière anticipée, ce qui présuppose l'accord du Juge d'instruction. Au lieu de rester en régime de détention préventive (où il passe environ 22 heures et demie par jour enfermé en cellule) le prévenu peut ainsi bénéficier d'un régime analogue au régime ordinaire d'exécution de peine (avec un encadrement accru, la possibilité de travailler, etc.).

La construction d'un établissement affecté en priorité à l'exécution anticipée de peine (mais pouvant aussi servir à l'exécution «normale» de peines fermes, c'est-à-dire après jugement) constitue la meilleure solution pour pallier, à moyen et à long terme, les problèmes liés à la surpopulation carcérale. En effet, le nombre de personnes en détention préventive qui remplissent les conditions d'une exécution anticipée de peine n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Le canton de Fribourg compte en moyenne 20 personnes qui se trouvent dans cette situation. Dans certains cas, les personnes concernées passent

toute la durée de leur peine jusqu'à la libération conditionnelle (parfois jusqu'à deux ans ou plus) en régime préventif au lieu d'être transférées dans un régime d'exécution, assorti d'un véritable plan d'exécution de peine. Or, il convient de rappeler que le but de la détention préventive est de tenir les prévenus à disposition des juges d'instruction pendant la durée de l'enquête. Une fois l'enquête close (ou même avant, lorsque le risque de collusion a disparu), le prévenu devrait soit être libéré (lorsqu'il n'y a aucun risque de fuite) soit transféré en régime d'exécution anticipée de peine. A noter qu'en détention préventive, le détenu passe en principe plus de 22 heures par jour enfermé en cellule et ne bénéficie que d'une offre d'activités très restreinte. Les 40 nouvelles places affectées en priorité à l'EAP permettront donc de dégorger les prisons préventives et en même temps d'offrir aux détenus ayant un profil «EAP» des conditions compatibles avec les objectifs du droit pénal, c'est-à-dire un plan d'exécution de peine établi selon un système progressif.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'exécution anticipée de peine sera institutionnalisée avec l'entrée en vigueur du nouveau code pénal suisse. Le nouveau concordat latin sur la détention pénale des adultes, du 10 avril 2006, prévoit également, dans son article premier, l'exécution anticipée de la peine ou de la mesure. Cette mention de l'EAP au niveau concordataire constitue une nouveauté. Les cantons qui ne connaissent pas encore l'EAP aujourd'hui ne pourront plus refuser le transfert en EAP aux détenus qui le demandent et qui en remplissent les conditions. Plusieurs cantons ont aussi d'ores et déjà annoncé qu'ils souhaitaient placer des détenus dans la nouvelle structure dès que celle-ci sera ouverte. Compte tenu de la situation actuelle et de l'évolution prévisible dans le domaine carcéral, on peut dès lors partir du principe que l'établissement EAP affichera complet dès sa mise en fonction. Au cas où l'occupation par des détenus en EAP devait diminuer un jour, le caractère flexible de la construction et son intégration dans les Etablissements de Bellechasse permettrait d'affecter ces cellules à d'autres fins, en particulier à l'exécution «normale» de peines privatives de liberté, où la demande de places restera sans doute toujours plus élevée que l'offre.

A noter aussi que le nouvel établissement présentera un niveau de sécurité élevé, correspondant aux normes fédérales pour les établissements fermés. Il s'inscrit ainsi dans la logique du nouveau code pénal suisse, qui prévoit que les établissements de type ouvert (auxquels appartiennent les Etablissements de Bellechasse) doivent disposer de sections fermées (art. 76 al. 2 nCP). Il sera dès lors possible, au besoin, d'y transférer des détenus se trouvant dans les autres secteurs des Etablissements.

Le 29 septembre 2005, la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP) a reconnu le besoin de réaliser un établissement EAP de 40 places et a intégré ce projet dans sa planification concordataire.

### *Cellules disciplinaires*

Chaque prison et chaque établissement pénitentiaire doivent avoir à leur disposition un certain nombre de cellules disciplinaires (ou «cellules fortes»), où sont placés pour une durée déterminée les détenus ayant violé les règles de l'établissement. Ces cellules constituent un élément indispensable pour le bon fonctionnement d'un établissement carcéral.

Le bâtiment EAP comporte en tout huit cellules disciplinaires, dont deux font partie du programme de l'EAP au

sens strict et les six autres remplaceront les cellules disciplinaires actuelles des EB qui se trouvent au sous-sol de l'annexe au bâtiment cellulaire. Ne disposant ni de lumière naturelle ni d'apport d'air frais, ces dernières ne répondent plus aux normes actuelles (recommandation R87-3 du Conseil de l'Europe), comme l'a relevé à plusieurs reprises déjà l'Office fédéral de la justice. En outre, les cellules disciplinaires actuelles ne disposent pas de propres cours de promenade pour la sortie quotidienne des détenus. Ceux-ci doivent dès lors utiliser la cour du bâtiment cellulaire, ce qui provoque des situations de collusion avec les autres détenus et constitue une charge supplémentaire pour le personnel.

### **2.3 Salle de sports**

La construction d'une salle de sports est considérée comme une nécessité depuis de nombreuses années et figure par conséquent dans les plans financiers pluriannuels des Etablissements de Bellechasse. En effet, les structures sportives existantes sont situées à l'extérieur (terrain de football, terrain de basket) et ne peuvent être utilisées que lorsque les conditions météorologiques le permettent. Or, un établissement pénitentiaire doit pouvoir disposer de structures sportives adéquates, non seulement pour offrir des activités aux détenus, mais aussi pour réduire les tensions inhérentes au milieu carcéral et pour contribuer ainsi à la sécurité dans l'établissement. Un premier projet de salle de sport avait été soumis en 1998 à l'Office fédéral de la justice, qui avait décidé de subventionner cette construction à raison de 50% du devis général. Pour des motifs d'ordre budgétaire, la réalisation de cette salle a cependant été reportée à plusieurs reprises.

Avec la construction d'un établissement EAP, il sera encore plus important de pouvoir disposer d'une salle de sport, dans la mesure où les détenus en exécution anticipée de peine ne peuvent pas, pour des raisons de sécurité, être occupés dans les secteurs extérieurs et ne peuvent pas non plus avoir accès aux terrains de sport extérieurs. Ces détenus, dont certains passeront plusieurs mois voire plusieurs années en régime d'exécution anticipée de peine, ne pourront donc être occupés ailleurs que dans les ateliers sécurisés, où ils travailleront en principe cinq jours par semaine. Il est d'autant plus important qu'ils puissent bénéficier d'une activité physique en dehors de ces heures de travail.

### **2.4 Réaménagement des ateliers sécurisés et du secteur de l'équipement**

A l'instar de la construction de la salle de sports, le réaménagement des ateliers sécurisés est prévu depuis plusieurs années et figure également au plan financier. Il est également inscrit au budget 2006 des Etablissements de Bellechasse. Initialement prévue pour 2006 et 2007, la réalisation de ces transformations a cependant été reportée dans l'attente de la décision au sujet du projet EAP.

Actuellement, ce sont 40 détenus en moyenne qui travaillent dans les ateliers sécurisés ainsi que dans l'atelier «Selecta» (ancienne baraque militaire) situé à l'extérieur de l'annexe au bâtiment cellulaire. Ces ateliers occupent en tout une surface de 400%. L'atelier «Selecta» ne répond plus aux normes de la sécurité au travail et s'avère inadapté aux travaux effectués aujourd'hui. Les six détenus qui y travaillent devront dès lors être transférés dans



les ateliers internes. En ce qui concerne les ateliers sécurisés, ceux-ci doivent être transformés, car ils ne répondent plus aux exigences actuelles, eu égard à leur exigüité et à leurs lacunes au niveau de la sécurité.

Indépendamment de la réalisation du bâtiment EAP, le réaménagement des ateliers sécurisés s'impose aussi compte tenu de l'évolution de la population carcérale et des besoins accrus en matière de sécurité. Vu l'augmentation de la durée des peines, un nombre croissant de détenus du bâtiment cellulaire ne peut plus être affecté aux travaux dans les secteurs de basse sécurité (agriculture; intendance et constructions), pour des raisons de risque d'évasion. Le réaménagement des ateliers comporte aussi une amélioration des conditions de travail et permettra de rentabiliser davantage les travaux effectués par les détenus. Les synergies dégagées par le déplacement de la buanderie et de la couture dans le bâtiment EAP permettront la centralisation de l'équipement et entraîneront des économies par rapport aux travaux déjà planifiés, auxquels il a été renoncé provisoirement pour les raisons susmentionnées.

### 3. ÉTUDE DU PROJET

Un groupe de travail ad hoc a été chargé de définir le programme des locaux et de présenter un projet sur le site de Bellechasse pour la réalisation du bâtiment EAP et de la salle de sports. Composé de représentants des autorités cantonales concernées (DSJ; EB; DAEC), ce groupe de travail a également intégré les autorités fédérales compétentes en matière de subventionnement dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (Office fédéral de la justice, Office fédéral des constructions et de la logistique).

Une commande d'avant-projet a été lancée le 11 août 2005 sous la forme de mandats d'étude parallèles concernant la réalisation d'une prison de type fermé «EAP» de 40 cellules avec buanderie et ateliers, 8 cellules disciplinaires, un dépôt de stockage couvert avec réserve pour l'extension des ateliers sécurisés ainsi que la réalisation d'installations sportives. Dans le cadre de cette procédure, 4 ateliers d'architecture ont été invités à rendre un projet à l'échelle 1:200. Présidé par l'architecte cantonal, le collège d'experts chargé d'examiner ces avant-projets a décidé à l'unanimité de confier la poursuite de l'étude au bureau d'architecture LZ&A (Linder, Zühlke et associés) à Fribourg, en vue de la présentation d'un projet avec devis détaillé. Le projet qui est aujourd'hui soumis au Grand Conseil a été élaboré par le bureau LZ&A, en étroite collaboration avec plusieurs ingénieurs spécialisés et avec les représentants des EB et de la DSJ. En cas d'acceptation du projet par le Grand Conseil, la suite du mandat d'architecture, phase réalisation, fera l'objet d'une procédure de mise en soumission ouverte, conforme à la législation sur les marchés publics.

## 4. DESCRIPTION DU PROJET

### 4.1. La situation

Implanté dans la région des Grand-Marais, le complexe pénitencier de Bellechasse regroupe un ensemble de bâtiments avec différentes catégories de détention adaptés à chaque section dans une enceinte située à l'écart de toute zone d'habitation. Ces catégories de détention comportent chacune leur règle en matière de sécurité et fonc-

tionnent indépendamment les uns des autres, tout en profitant des infrastructures communes nécessaires à l'encadrement des détenus. Les constructions, réalisées successivement en fonction des besoins, constituent un ensemble de bâtiments hétéroclites qui permet de gérer l'accueil et l'administration principale, l'occupation des détenus dans les ateliers de travail internes et externes, les cellules ainsi que les activités sportives en plein air. La récente réalisation de la centrale de sécurité va permettre de mieux gérer la réception de tous les détenus, du personnel et des visiteurs, ainsi que la surveillance par des caméras autant internes qu'externes.

### 4.2. Le projet

La nouvelle construction du bâtiment de l'exécution anticipée de peine ou EAP, vient s'implanter le long du canal de la Bibera, déterminant un front bâti public faisant face au bâtiment de l'administration générale. L'occasion est saisie de redéfinir l'espace d'accueil et de regrouper sur le côté nord des bâtiments, clairement séparés de l'accès public, les accès des marchandises destinées aux ateliers ainsi que les activités en plein air. Le nouveau bâtiment des EAP vient compléter cet ensemble et structure l'espace public en le libérant des activités de stockage des matériaux qu'il occupe actuellement. Ces choix permettent non seulement d'assurer un niveau de sécurité adéquat pour le nouveau bâtiment, mais renforcent également la sécurité dans l'ensemble des EB.

### 4.3. Organisation des locaux de l'établissement EAP

L'accès principal du site est organisé pour tous les détenus dans la centrale de sécurité récemment réalisée. Les espaces de circulation de la nouvelle unité de l'EAP jouent un rôle important dans la gestion de la sécurité des bâtiments et sont en relation directe avec la centrale de sécurité. Le programme des locaux est essentiellement réparti sur 2 niveaux, avec une partie du sous-sol limitée aux 8 cellules disciplinaires, ainsi qu'aux locaux nécessaires à la technique. La liaison avec la centrale de sécurité est réalisée par le biais d'un couloir central, qui permet également la distribution des infrastructures techniques. Les 8 cellules disciplinaires, dont deux font partie du programme de l'EAP, et les six restantes remplacent les cellules existantes qui ne répondent plus aux exigences actuelles, sont situées au niveau du sous-sol et disposent de deux cours de promenade indépendantes. Au niveau du rez-de-chaussée et du 1<sup>er</sup> étage, le bâtiment regroupe dans la partie frontale toutes les fonctions liées à l'accueil, au contrôle ainsi qu'à l'encadrement médical et social des détenus. Les 40 nouvelles cellules, ainsi que les surfaces nécessaires aux diverses activités sont quant à elles placées côté cour dans les ailes qui profitent des dégagements pour chaque unité. La cour principale de promenade marque la fin du système en peigne du projet et sert de transition avec la salle de sports. Le corridor central de distribution constitue l'épine dorsale du système, permettant de desservir très simplement les différentes fonctions en garantissant un contrôle efficace. L'équipement technique des cellules se limite à l'aménagement d'un lavabo et d'un WC. Les locaux communs tels que les douches et les locaux de nettoyage sont organisés du côté du corridor principal, en tête de chacune des unités cellulaires, permettant au besoin d'augmenter la capacité d'accueil en direction du nord sans devoir modifier l'équipement commun et sans perturber le fonctionnement de l'établissement.

#### 4.4. Organisation des locaux de la salle de sports

La salle de sports, d'une dimension de 12m/24m correspond à la plus petite des salles normalisées de Macolin. Son aménagement et son équipement sont similaires à ce qui a pu être visité dans d'autres établissements pénitentiaires. Elle est située dans le prolongement du corridor de liaison principale et peut fonctionner indépendamment de l'EAP, de façon à garantir l'accès aux autres détenus de l'établissement de Bellechasse. Cette salle, qui ne comprend qu'un équipement minimal (paniers de basket, filets de volley, etc.) doit permettre d'organiser des activités de base avec les détenus. La simplicité de cette salle laisse la liberté d'organiser d'autres manifestations. Il est à rappeler que les détenus en EAP n'ont pas accès aux terrains de sport extérieurs.

#### 4.5. Réaménagement des ateliers sécurisés et du secteur de l'équipement

L'annexe au bâtiment cellulaire actuel a été réalisée dans les années 80, et doit être réaménagée. Elle comprend un sous-sol et deux étages. Ce bâtiment sert notamment à l'occupation des détenus dans le cadre des ateliers sécurisés internes, et accueille au niveau du sous-sol les locaux de l'équipement et le dépôt des effets personnels des détenus. La suppression des cellules disciplinaires qui ne sont plus adaptées aux normes en vigueur, ainsi que de la buanderie qui prennent place dans la nouvelle EAP, permet d'organiser les locaux nécessaires à l'accueil, à l'équipement et au dépôt des effets privés de tous les détenus de Bellechasse. Au rez-de-chaussée, le déplacement de l'atelier de couture dans l'EAP permet de libérer la place nécessaire à l'aménagement d'un atelier sécurisé interne en remplacement de l'actuel atelier extérieur «Selecta» voué à la démolition. Le réaménagement de ces locaux qui sont nécessaires au bon fonctionnement des établissements est en relation directe avec la nouvelle centrale de sécurité ainsi qu'avec le corridor de liaison conduisant à l'unité de l'EAP. En outre, il est prévu de concentrer du côté arrière du bâtiment toutes les activités liées à l'entrepôt des matériaux et à l'accès des marchandises, soit les surfaces de dépôt et de travail extérieur. Cette disposition laisse la liberté de pouvoir au besoin agrandir les surfaces des ateliers du côté de l'entrée sans nuire au fonctionnement actuel. Les parloirs de l'ensemble du pénitencier sont aménagés en tête de l'actuel bâtiment cellulaire, de façon à tirer profit des installations existantes en regroupant cette activité liée à l'accueil du public, à proximité de la nouvelle centrale de sécurité.

#### 4.6. Caractéristique du sol

L'étude géologique réalisée confirme la nature du sol qui est caractérisé par une capacité de portance faible, ainsi que par la présence de deux nappes d'eaux souterraines. La mise en place de pieux permettant d'atteindre et de répartir les charges sur un sol plus dur s'avère nécessaire. Le projet prévoit les mêmes types de pieux qui ont été réalisés pour la centrale de sécurité, mais le choix définitif du type des pieux fera l'objet d'une étude ultérieure réalisée dans le cadre du développement du projet d'exécution.

#### 4.7. Structure et matériaux

Le choix des matériaux a été réalisé avec les utilisateurs des bâtiments et met un accent particulier sur les aspects

liés à la sécurité ainsi qu'à la durabilité. Les différentes réalisations visitées en parallèle au développement du projet mettent en évidence l'importance que revêt le choix du concept et du type de construction notamment pour les locaux exposés. La structure proposée est simple et s'inscrit dans une systématique rationnelle. L'enveloppe du bâtiment est constituée d'éléments assemblés en béton préfabriqué recouvert d'une lasure minérale et contribue à uniformiser les façades extérieures. Les éléments porteurs intérieurs, tels que les piliers disposés le long du couloir principal, ainsi que les murs de séparation des cellules, sont en béton préfabriqué.

La mise en œuvre de la structure tire profit d'une réalisation d'éléments en série, mais laisse la liberté aux établissements de pouvoir modifier au besoin la division des espaces. Les dalles sont en béton armé coulé et répartissent uniformément les charges sur les pieux. Les sols des surfaces communes, ainsi que les sols des cellules sont de type industriel en polyuréthane souple, garantissent un entretien aisé ainsi qu'une bonne résistance à l'usage. Toutes les fenêtres soumises aux prescriptions de sécurité sont en acier galvanisé et munies de grilles en acier identiques à celles qui existent déjà à Bellechasse. L'aménagement de faux-plafonds est limité aux espaces dont l'acoustique doit faire l'objet d'une attention particulière, ainsi qu'aux parties assurant la distribution horizontale des installations techniques. Une réalisation des parties cellulaires avec des unités préfabriquées de type «box» est également possible. A ce stade du projet, et compte tenu de la nature du sol, la première analyse a démontré que dans le cadre d'une réalisation avec des unités cellulaires préfabriquées, une dalle indépendante, répartissant uniformément les charges au niveau du sol sur les pieux, devrait être réalisée. Lors de la préparation de l'exécution du projet, les appels d'offres devront permettre de comparer les différentes alternatives en tenant compte des avantages et des inconvénients de chaque système. La structure porteuse de la toiture de la salle de sports est en bois, alors que l'enveloppe de la salle est également en béton armé.

#### 4.8. Energie et installations techniques

Les infrastructures techniques liées à la production de chaleur, à la distribution de l'eau et de l'électricité ainsi qu'à la sécurité tirent profit des synergies découlant de la proximité des installations existantes. Le système du chauffage au bois permet au pénitencier de Bellechasse d'utiliser une matière première locale à moindre coût, indépendante de l'évolution des prix des autres énergies. Les deux chaudières actuelles ne suffisent cependant pas à assurer le raccordement de l'ensemble du projet EAP. Le projet prévoit dès lors de remplacer la plus ancienne des chaudières par un nouveau modèle desservant également une partie des établissements actuels. Des panneaux solaires, fabriqués et assemblés dans les ateliers sécurisés, dans le cadre de la formation et du travail des détenus des EB, contribuent à la production de l'eau chaude sanitaire. La nouvelle construction répond au standard minier en matière de consommation d'énergie.

### 5. ESTIMATION DES COÛTS

#### 5.1 Frais d'investissements

Le devis, présenté selon la méthode des codes de frais de construction (CFC), comprend l'ensemble des coûts liés

à la réalisation du bâtiment des EAP avec les 40 cellules, des 8 cellules de type disciplinaire, de la salle de sports et des terrains voués aux activités en plein air, de l'extension du parking existant, ainsi que du réaménagement des ateliers existants avec les dépôts. Les surfaces et les prix ont été calculés sur la base des plans du projet et des études de détails, ainsi que sur la base des projets élaborés par les ingénieurs spécialisés.

Le devis général se présente comme il suit:

Fr.

#### **Bâtiment EAP et 2 cellules de type disciplinaire**

|              |                           |                   |
|--------------|---------------------------|-------------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 577 000           |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 10 049 000        |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 659 000           |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 417 000           |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 876 000           |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 555 000           |
| <b>Total</b> |                           | <b>13 133 000</b> |

#### **6 cellules de type disciplinaire**

|              |                           |                  |
|--------------|---------------------------|------------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 82 000           |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 1 436 000        |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 94 000           |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 60 000           |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 125 000          |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 79 000           |
| <b>Total</b> |                           | <b>1 876 000</b> |

#### **Salle de sports et couloir de liaison**

|              |                           |                  |
|--------------|---------------------------|------------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 72 000           |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 1 620 000        |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 24 000           |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 15 000           |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 131 000          |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 40 000           |
| <b>Total</b> |                           | <b>1 902 000</b> |

#### **Réaménagement des ateliers et dépôts**

|              |                           |                  |
|--------------|---------------------------|------------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 251 000          |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 976 000          |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 62 000           |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 348 000          |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 193 000          |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 35 000           |
| <b>Total</b> |                           | <b>1 865 000</b> |

#### **Places extérieures de sport**

|              |                           |                |
|--------------|---------------------------|----------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 3 000          |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 0              |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 0              |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 119 000        |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 11 000         |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 3 000          |
| <b>Total</b> |                           | <b>136 000</b> |

#### **Extension du parking existant**

|              |                           |                |
|--------------|---------------------------|----------------|
| CFC 1        | Travaux préparatoires     | 3 000          |
| CFC 2        | Bâtiment                  | 0              |
| CFC 3        | Equipement d'exploitation | 0              |
| CFC 4        | Aménagements extérieurs   | 144 000        |
| CFC 5        | Frais secondaires         | 12 000         |
| CFC 9        | Mobilier et signalisation | 3 000          |
| <b>Total</b> |                           | <b>162 000</b> |

#### **Sécurité périphérique**

|       |                           |           |
|-------|---------------------------|-----------|
| CFC 1 | Travaux préparatoires     | 0         |
| CFC 2 | Bâtiment                  | 0         |
| CFC 3 | Equipement d'exploitation | 0         |
| CFC 4 | Aménagements extérieurs   | 1 635 000 |

|                      |                           |                   |
|----------------------|---------------------------|-------------------|
| CFC 5                | Frais secondaires         | 111 000           |
| CFC 9                | Mobilier et signalisation | 10 000            |
| <b>Total</b>         |                           | <b>1 756 000</b>  |
| <b>Total général</b> |                           | <b>20 830 000</b> |

#### **Subventions fédérales:**

|                          |                  |
|--------------------------|------------------|
| pour la salle de sports: | <b>864 000</b>   |
| pour le bâtiment EAP:    | <b>5 700 000</b> |

#### **Total général, après déduction des subventions fédérales:**

**14 266 000**

Les prix prévus sont calculés soit sur la base d'offres comparatives, soit sur la base de prix actuels du marché et correspondent à des adjudications qui seraient effectuées en octobre 2005.

Les coûts CFC 2 relatifs à la construction des EAP sont devisés à 11 485 000 francs; rapportés au m<sup>2</sup> de surface brute de plancher selon la norme SIA 416, soit 3664 m<sup>2</sup>, ils s'élèvent à 3134 francs/m<sup>2</sup>. Rapportés au m<sup>3</sup> de volume construit selon la norme SIA 116, soit 15 746 m<sup>3</sup>, ils s'élèvent à 729 francs/m<sup>3</sup>.

#### **5.2 Frais de fonctionnement**

Les frais de fonctionnement du bâtiment EAP ont fait l'objet d'une attention particulière lors de la préparation du présent projet. Un groupe de travail ad hoc a évalué ces frais en tenant compte des expériences faites dans les structures existantes à Bellechasse et dans d'autres établissements comparables. Les paramètres techniques ont été examinés par les architectes et les ingénieurs qui ont élaboré le projet.

Les frais de personnel, estimés à 2 625 000 francs, constituent l'élément principal du côté des charges. Pour assurer le fonctionnement de l'établissement EAP, une dotation de 25 postes (25 EPT) est en effet nécessaire. Ces postes se répartissent entre les fonctions de surveillance (19), d'encadrement social et médical (4), de cuisine (1) et d'administration (1). Les effets de synergie, qui pourront être obtenus en particulier dans les secteurs de l'intendance et de l'administration, ont été pris en compte dans ce calcul.

Pour le reste, les frais de fonctionnement se présentent comme suit: Remplacements, réparations et entretien: 83 000 francs; Matériaux de consommation (matériel pour les ateliers, matériel de nettoyage, literie & lingerie, produits alimentaires, etc.): 285 000 francs; Consommation d'énergie: 84 000 francs; Services (assurances, télécommunication, frais médicaux, etc.): 238 000 francs; Pécules: 400 000 francs. Avec les frais de personnel précités, le total des charges s'élève ainsi à 3 748 000 francs.

Les recettes se composent principalement des frais de détention facturés aux services de placements des cantons concordataires. Compte tenu de la situation tendue sur le «marché» carcéral, on peut raisonnablement admettre que 39 places seront en permanence occupées dans le nouvel établissement.

Sur la base de ces évaluations, les frais de fonctionnement annuels se présentent comme il suit:

Fr.

|                                      |                  |
|--------------------------------------|------------------|
| Total des charges:                   | 3 748 000        |
| Total des recettes:                  | 2 675 000        |
| <b>Frais de fonctionnement nets:</b> | <b>1 073 000</b> |



## 6. EXÉCUTION ET DÉLAIS

Après l'octroi du crédit de construction, le projet définitif suivra la procédure de mise à l'enquête publique. Le maître de l'ouvrage établira par la suite le dossier de mise en soumission conformément à la législation sur les marchés publics, permettant de déterminer le bureau d'architecture et les bureaux d'ingénieurs spécialisés, chargés de l'élaboration du projet d'exécution ainsi que de la mise en soumission de la réalisation des travaux. Les travaux devraient débiter dans le courant de l'automne 2007.

La durée du chantier est estimée à 24 mois, ce qui devrait permettre la mise en service du bâtiment EAP à fin 2009.

## 7. FINANCEMENT

Le coût total du projet s'élève à 20 830 000 francs.

La loi fédérale sur les prestations de la Confédération dans le domaine de l'exécution des peines et des mesures (LPPM) prévoit que la Confédération subventionne la construction, l'agrandissement et la transformation des établissements affectés à l'exécution de peines privatives de liberté. Dans le cadre du présent projet, les représentants de l'Office fédéral de la justice et de l'Office fédéral des constructions et de la logistique ont été intégrés au groupe de travail dès le début, afin d'assurer une coordination optimale en vue du subventionnement. Cela est d'autant plus important que les conditions strictes imposées par le droit fédéral (besoin reconnu par une planification intercantonale, qualité du projet, respect du principe de la proportionnalité, etc.) doivent être pleinement réunies afin que l'on puisse bénéficier de l'aide fédérale, qui s'élève en principe à 35% des frais de construction reconnus. Sur la base de l'avant-projet qui lui a été soumis, l'Office fédéral de la justice a communiqué que le présent projet pouvait être subventionné à raison de 6 564 000 francs. Ce montant a fait l'objet d'une déclaration d'intention de la part de l'Office fédéral de la justice et devra être confirmé par le Département fédéral de justice et police une fois le projet adopté par le Grand Conseil. Il comporte une somme de 864 000 francs destinée à la construction de la salle de sports, dont les frais d'investissement sont pris en charge par la Confédération à raison de 50%. Ce taux de subventionnement plus élevé correspond à celui qui avait été accordé en vue du premier projet en 1998 (cf. chiffre 2.3).

Le montant du crédit d'engagement faisant l'objet du projet de décret s'élève ainsi, après déduction de la subvention de la Confédération, à 14 266 000 francs.

## 8. REFERENDUM

Le crédit d'engagement dépasse la limite prévue par l'article 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (¼% du total des dépenses des derniers comptes arrêtés par le Grand Conseil, soit 6 675 000 francs). Il est dès lors soumis au referendum facultatif. Le montant soumis au referendum financier se compose de la dépense unique de 14 266 000 francs et de la dépense périodique nette de fonctionnement détaillée sous le point 5.2, calculée sur cinq ans, soit 5 365 000 francs.

## 9. CONCLUSION

La construction d'un bâtiment de 40 nouvelles cellules sur le site de Bellechasse permettra de remédier aux pro-

blèmes actuels liés à la surpopulation carcérale, en offrant au canton de Fribourg et aux autres cantons du concordat latin la possibilité de placer dans une structure spécialement adaptée à cet effet les détenus en exécution anticipée de peine. De conception durable mais flexible, le bâtiment EAP pourra également recevoir, au besoin, des détenus condamnés exécutant leur peine dans un régime fermé. Il répond en outre aux principes formulés dans le code pénal suisse révisé, qui introduit nouvellement la notion d'exécution anticipée de peine ou de mesure.

Les autres aménagements effectués dans le cadre du projet EAP (réaménagement des ateliers sécurisés, salle de sports, extension du parking) figurent déjà au plan financier et répondent aux besoins avérés de ces établissements. La réalisation simultanée de ces éléments a fait l'objet d'une planification d'ensemble permettant une meilleure coordination et une vision cohérente des Etablissements de Bellechasse.

Le présent projet n'influence pas la répartition des tâches Etat-communes et ne soulève aucun problème sous l'angle de la conformité au droit de l'Union européenne.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 97 al. 2 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil, être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (66 voix) et non à la majorité des membres présents.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

Annexe: dossier de plans

**BOTSCHAFT Nr. 272** 4. Juli 2006  
**des Staatsrates an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über den Bau eines Gebäudes für den vorzeitigen Strafvollzug sowie einer Sporthalle sowie über den Umbau der gesicherten Ateliers, in den Anstalten von Bellechasse**

Wir unterbreiten Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf über den Bau eines neuen Gebäudes für den vorzeitigen Strafvollzug (VSV). Dieses Gebäude umfasst 40 normale Zellen sowie 8 Arrestzellen und eine Sporthalle, welche für alle Insassen der Anstalten von Bellechasse bestimmt sind. Dieses Projekt umfasst zudem den Umbau der bestehenden, gesicherten Ateliers sowie die Erstellung von Aussenplätzen für den Sport und die Erweiterung des bestehenden Parkplatzes, im Zusammenhang mit dem vorerwähnten Bauprojekt.

## 1. EINLEITUNG

### 1.1 System des Straf- und Massnahmenvollzugs

Seit 1942 fällt das materielle Strafrecht (Straftatbestände und Sanktionen) in den Zuständigkeitsbereich des Bundes, während das formelle Strafrecht (Strafprozessrecht, Straf- und Massnahmenvollzug) zum grössten Teil den

Kantone obliegt. Das Strafprozessrecht soll künftig vereinheitlicht und in einem einzigen Erlass auf Bundesebene geregelt werden, was die Aufhebung aller kantonalen Strafprozessordnungen zur Folge hätte. Ein entsprechender Entwurf wird gegenwärtig in den Eidgenössischen Räten behandelt. Beim Vollzug der Strafen und Massnahmen wird die Kompetenzverteilung hingegen von den laufenden Gesetzesrevisionen auf Bundesebene nicht in Frage gestellt. Das bedeutet, dass die Kantone auch in Zukunft für den Vollzug der von den Strafjustizbehörden ausgesprochenen Sanktionen zuständig sein werden.

Der Grundsatz, wonach der Vollzug der Strafen und Massnahmen den Kantonen obliegt, hat zwei konnexe Auswirkungen: Zum einen müssen die Kantone die von ihren Gerichten ausgesprochenen Urteile vollziehen, und zum andern müssen sie die hierfür notwendigen Haftanstalten bauen und unterhalten. Für den gemeinsamen Bau, den Betrieb und die Nutzung solcher Anstalten können die Kantone untereinander Vereinbarungen abschliessen. Die Bundesverfassung sieht vor, dass der Bund für den Bau von Anstalten für den Freiheitsentzug Subventionen gewähren kann. Die Bedingungen für die Gewährung solcher Subventionen und die Modalitäten der Subventionierung sind im Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug (SR 341) und in seinen Ausführungsverordnungen geregelt.

Angesichts der zahlreichen, verschiedenartigen Haftformen (Erwachsene, Jugendliche, Männer, Frauen, gefährliche Straftäter usw.) ist es für einen einzelnen Kanton – selbst wenn es sich um einen grossen Kanton handelt – kaum möglich, sämtliche vom Gesetz geforderten Anstalten alleine zu bauen und zu betreiben. Um die «kritische Masse» zu erreichen, die es den Kantonen ermöglicht, den gesetzlichen Anforderungen zu genügen und einen rationellen Betrieb zu gewährleisten, haben sich die Kantone in drei regionalen Konkordaten zusammengeschlossen:

|                                                                                                                                                                                            |                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Konkordat über den Vollzug der Freiheitsstrafen und Massnahmen an Erwachsenen und jungen Erwachsenen in den Kantonen der lateinischen Schweiz (Westschweizer Konkordat; «concordat latin») | FR, GE, JU, NE, VD, VS, TI                 |
| Strafvollzugskonkordat der Nordwest- und Innerschweiz                                                                                                                                      | AG, BL, BS, BE, LU, OW, NW, SZ, SO, UR, ZG |
| Strafvollzugskonkordat der Ostschweiz                                                                                                                                                      | AI, AR, GL, GR, SH, SG, TG, ZH             |

Tabelle 1: Die 3 Konkordate für den Vollzug der Strafsanktionen

Die Konkordate haben als Hauptaufgaben:

- die gemeinsame Nutzung der Strafanstalten zu regeln und die anwendbaren Tarife festzulegen; die Kantone, die über Konkordatsanstalten oder entsprechende Abteilungen verfügen, verpflichten sich, die von den Partnerkantonen eingewiesenen Häftlinge dort aufzunehmen;
- Weisungen zu erlassen, um den Vollzug der Strafen und Massnahmen nach Möglichkeit zu vereinheitlichen, insbesondere bezüglich der Urlaube, des Arbeitsentgelts für die Häftlinge, die besonderen Vollzugsformen usw.

Der Geltungsbereich des Westschweizer Konkordates umfasst den Vollzug von Freiheitsstrafen und Massnahmen (namentlich die Verwahrung). Die Untersuchungs-

haft<sup>1</sup> untersteht nicht dem Konkordat und fällt somit in den alleinigen Zuständigkeitsbereich der Kantone. Die wichtigsten Anstalten des Westschweizer Konkordates sind:

- Die Etablissements de la Plaine de l'Orbe (VD; 270 Plätze)
- Die Anstalten von Bellechasse (FR; 139 Plätze)<sup>2</sup>
- Die Strafvollzugsanstalt «Bellevue» in Gorgier (NE; 47 Plätze)
- Die Kolonie von Crêtelongue (VS; 40 Plätze)
- Das Gefängnis La Tuilière, in Lonay (VD; 33 Plätze)<sup>3</sup>.

## 1.2 Die Anstalten im Kanton Freiburg

### *Zentralgefängnis und Bezirksgefängnisse*

Das Zentralgefängnis (total 76 Plätze) und das Gefängnis von Bulle (11 Plätze) dienen in erster Linie der Untersuchungshaft (45, bzw. 6 Plätze). Sie bieten zudem Plätze für andere Haftformen, unter anderem für kurze Freiheitsstrafen bis zu sechs Monaten und für den erleichterten Vollzug (Halbgefangenschaft, Halbfreiheit usw.). Das Gefängnis von Romont (5 Plätze für Untersuchungshaft) wird nur in dringlichen Fällen geöffnet, wenn die beiden anderen Gefängnisse der Nachfrage nicht mehr gerecht werden können und ausserkantonale Platzierungen nicht mehr möglich sind. All diese Einrichtungen werden vom Amt für Gefängnisse verwaltet. Die anderen Bezirksgefängnisse, die sich in den Bezirkshauptorten befanden und die den heutigen Sicherheitsanforderungen nicht mehr entsprachen, wurden im Rahmen der Neuorganisation der Kantonspolizei im Jahre 2002 endgültig geschlossen.

### *Die Anstalten von Bellechasse*

Freiheitsstrafen von mehr als sechs Monaten werden in der Regel in den Anstalten von Bellechasse (AB) vollzogen. Diese Anstalten umfassen drei Abteilungen: Zellen-trakt mit Anbauten; Pavillon (offener Sektor) und das Heim Tannenhof (für die fürsorgliche Freiheitsentziehung und für den Vollzug von Massnahmen und kurzen Freiheitsstrafen). Die AB wurden im Jahre 1898 eröffnet und bieten heute 139 Plätze + 20 Plätze im Heim Tannenhof an. Sie gehören zum Westschweizer Konkordat und stehen somit allen Konkordatskantonen zur Verfügung. Die verschiedenen Vollzugssektionen (geschlossen, halboffen und offen) bieten die nötige Infrastruktur und Betreuung an, um einen stufenweisen Vollzug zu gewährleisten. Dieser stufenweise Vollzug wird in vier Phasen durchgeführt (Observationsphase, ordentlicher Vollzug, Halbfreiheit, bedingte Entlassung) und entspricht den Normen des Konkordats und den europäischen Vollzugsregeln.

<sup>1</sup> Personen, die sich in Untersuchungshaft befinden, sind noch nicht verurteilt, sondern werden vom Untersuchungsrichter im Rahmen einer Strafuntersuchung inhaftiert. Während in der französischen Version des neuen Strafgesetzbuches neu der Begriff «détention avant jugement» eingeführt wird (an Stelle von «détention préventive»), bleibt der deutsche Ausdruck «Untersuchungshaft» unverändert.

<sup>2</sup> Das Heim Tannenhof bietet ferner 20 Plätze für Personen im Massnahmenvollzug und für Personen im fürsorglichen Freiheitsentzug (Letztere unterliegen nicht dem Strafrecht, sondern dem Zivilrecht).

<sup>3</sup> Die Anstalt La Tuilière dient in erster Linie dem Vollzug von Freiheitsstrafen für Frauen.



## 2. RAUMBEDARF

### 2.1 Überbelegung der Gefängnisse in der Schweiz

Seit über vier Jahren verzeichnen die Gefängnisse und die Strafvollzugsanstalten in der Schweiz sehr hohe, oft Besorgnis erregende Belegungszahlen. Von dieser Überbelegung sind alle Kantone gleichermassen und praktisch alle Haftkategorien (Untersuchungshaft, Vollzug von Freiheitsstrafen, Verwahrung usw.) betroffen. Laut einer vom Bundesamt für Statistik (BFS) im Februar 2006 veröffentlichten Erhebung über den Freiheitsentzug verzeichneten 40 Anstalten einen Belegungsgrad von 100% oder mehr; in 9 Anstalten betrug die Belegung sogar mehr als 120%. Wie das BFS weiter ausführt, hat der Insassenbestand pro 100 000 Einwohner im Verlauf der letzten zwei Jahre um 12% zugenommen. Am stärksten überbelegt ist heute das Gefängnis von Champ-Dollon, wo auf 270 Plätze mehr als 500 Insassen kommen. Eine solche Überbelegung birgt hohe Risiken in Bezug auf die Sicherheit, wie erste Ansätze von Meuterei Ende April/Anfang Mai 2006 deutlich gezeigt haben.

Für die starke Zunahme des Insassenbestandes ist namentlich die höhere Anzahl an Untersuchungshäftlingen sowie die häufigeren Verurteilungen zu langen oder sehr langen Freiheitsstrafen und zu Verwahrung verantwortlich. Hinzu kommt die Dauer der Strafverfahren, die wegen der wachsenden Komplexität zunimmt. Die durchschnittliche Dauer der Untersuchungshaft ist deshalb in 3 Jahren von 18 auf 37 Tage angestiegen, was zur Überbelegung der Untersuchungsgefängnisse beiträgt. Gleichzeitig wurden die Wartefristen für die Aufnahme in die Strafanstalten immer länger, weil die zu langen Freiheitsstrafen und zu Verwahrung Verurteilten die Plätze langfristig besetzen. Ein weiterer Grund für die Platznot besteht darin, dass die verwahrten Personen heute viel länger inhaftiert bleiben, insbesondere seit dem Mord von Zollikerberg/ZH sowie anderen Vorfällen in den 90er-Jahren, bei denen bedingt entlassene Verwahrte beteiligt waren. Dieses Phänomen trägt in hohem Masse zur Verlangsamung der Bewegungen (Freilassungen/Aufnahmen) bei.

Es ist nicht davon auszugehen, dass das neue Strafgesetzbuch (nStGB), das voraussichtlich am 1. Januar 2007 in Kraft treten wird, diese Entwicklung positiv beeinflussen wird. Zwar hat die Revision des Strafgesetzbuches unter anderem zum Ziel, die kurzen Freiheitsstrafen durch alternative Strafformen wie gemeinnützige Arbeit und Geldstrafe zu ersetzen, doch das Problem der Überbelegung der Gefängnisse stellt sich in erster Linie bei der Untersuchungshaft und in den Strafvollzugsanstalten (wo die Wartezeiten zwischen 6 und 12 Monaten betragen), also bei den langen und sehr langen Freiheitsstrafen sowie bei der Verwahrung. Auf diese Bereiche hat das nStGB aber keinen Einfluss.

In vielen Kantonen wurden angesichts der Überbelegung Massnahmen ergriffen. So wurden alte, bereits geschlossene Gefängnisse wieder in Betrieb genommen (z. B. das Gefängnis Winterthur, das 2003 geschlossen wurde), und es wurden mehrere Projekte für Gefängnisneubauten oder für Erweiterungen bestehender Gefängnisse lanciert. Als Sofortmassnahme konnten die Kantone Genf, Neuenburg und Freiburg dank einer spontanen, interkantonalen Zusammenarbeit 50 Personen (FR: 15; NE: 10; GE: 25) vom 1. August 2004 bis zum 28. Februar 2005 im Gefängnis La Croisée in Orbe platzieren. Diese Lösung war jedoch zeitlich begrenzt, so dass andere, mittelfris-

tige und langfristige Massnahmen geprüft werden mussten. Im Kanton Freiburg wurde eine Arbeitsgruppe aus Vertretern aller beteiligten Kreise (Justiz, Polizei, Amt für Gefängnisse, Amt für Strafvollzug) gebildet, um eine mittel- und langfristige Bedarfsanalyse durchzuführen und um Lösungsvorschläge zu präsentieren. In ihrem Schlussbericht vom Juni 2005 an den Staatsrat hat die Arbeitsgruppe vorgeschlagen, auf dem Gelände von Bellechasse ein Gebäude von 40 Plätzen für den vorzeitigen Strafvollzug zu erstellen. Der Staatsrat hat diesen Bericht entgegengenommen und die Sicherheits- und Justizdirektion beauftragt, ihm ein Bauprojekt für eine solche Einrichtung zu unterbreiten.

### 2.2 Anstalt VSV + Arrestzellen

#### *Anstalt VSV*

Der vorzeitige Strafvollzug kann gewährt werden, wenn ein Beschuldigter, der mit einer langen Freiheitsstrafe rechnen muss, noch nicht verurteilt ist. Der Betroffene kann diesfalls darum ersuchen, seine Strafe vorzeitig zu verbüssen, wobei der Entscheid dem Untersuchungsrichter obliegt. Wäre der Betroffene ansonsten bis zu seiner Verurteilung in Untersuchungshaft verblieben (wo er rund 22 Stunden täglich in seiner Zelle eingesperrt ist), kann er so in ein Haftregime eintreten, welches demjenigen des normalen Strafvollzuges gleichkommt (mit einer umfassenderen Betreuung, mit der Möglichkeit zu arbeiten usw.).

Der Bau einer Anstalt für den vorzeitigen Strafvollzug, die auch für den normalen Strafvollzug geeignet ist, bildet die beste Lösung, um mittel- und langfristig dem Problem der Überbevölkerung der Gefängnisse zu begegnen. In den letzten Jahren hat die Anzahl Untersuchungshäftlinge, die die Voraussetzungen für einen vorzeitigen Strafvollzug erfüllen, denn auch stetig zugenommen. Alleine der Kanton Freiburg zählt im Durchschnitt 20 Personen, die für einen vorzeitigen Strafvollzug geeignet wären. In manchen Fällen verbringen diese Personen die gesamte Dauer ihrer Freiheitsstrafe bis zur bedingten Entlassung (manchmal zwei Jahre oder mehr) in Untersuchungshaft, anstatt ins Vollzugsregime überzutreten, wo ein eigentlicher Vollzugsplan durchgeführt wird. Der Zweck der Untersuchungshaft besteht aber darin, die Beschuldigten während des Verfahrens zur Verfügung der Untersuchungsrichter zu halten. Sobald die Untersuchung abgeschlossen ist (wenn keine Kollisionsgefahr mehr vorliegt, sogar früher) sollte der Beschuldigte entweder vorläufig freigelassen werden (wenn keine Fluchtgefahr besteht) oder in den vorzeitigen Strafvollzug versetzt werden. In der Untersuchungshaft verbringt ein Insasse über 22 Stunden pro Tag in der Zelle und verfügt nur über ein sehr eingeschränktes Angebot an Aktivitäten. Die 40 neuen Plätze, die in erster Linie für den vorzeitigen Strafvollzug vorgesehen sind, werden demnach nicht nur die überfüllten Untersuchungsgefängnisse merklich entlasten, sondern auch denjenigen Insassen, die die Voraussetzungen für den VSV erfüllen, Haftbedingungen anbieten, die den Zielen des Strafrechts entsprechen (stufenweiser Vollzug mit Vollzugsplan).

Wie bereits erwähnt, wird der vorzeitige Strafvollzug im revidierten Strafgesetzbuch institutionalisiert. Das neue Westschweizer Strafvollzugskonkordat vom 10. April 2006 sieht ebenfalls vor, dass der vorzeitige Straf- oder Massnahmenvollzug in den Geltungsbereich des Konkordats fällt. Diese «Konkordatisierung» des VSV stellt eine

Neuheit dar. Die Kantone, die bisher keinen VSV zulassen, werden künftig einem Betroffenen die Versetzung in den VSV nicht mehr verweigern können, wenn er dies verlangt und die entsprechenden Voraussetzungen erfüllt. Mehrere Kantone haben denn auch bereits angekündigt, dass sie Häftlinge in dieser neuen Einrichtung platzieren möchten, sobald diese bezugsbereit ist. Angesichts der heutigen Situation und der zu erwartenden Entwicklung im Bereich des Freiheitsentzugs kann davon ausgegangen werden, dass die Anstalt VSV von Beginn weg ausgebucht sein wird. Falls eines Tages die Nachfrage nach Plätzen für den VSV zurückgehen sollte, wird es dank der flexiblen Anlage sowie ihrer Integrierung in die Anstalten von Bellechasse möglich sein, die Zellen für andere Zwecke zu verwenden, unter anderem für den Normalvollzug von Freiheitsstrafen, wo die Nachfrage voraussichtlich stets höher bleiben wird als das Angebot.

Die neue Einrichtung wird einen hohen Sicherheitsstandard aufweisen, entsprechend den Bundernormen für geschlossene Anstalten. Sie fügt sich in die vom neuen Strafgesetzbuch vorgesehene Neuausrichtung ein, wonach die offenen Anstalten (zu denen die Anstalten von Bellechasse gehören) über geschlossene Abteilungen verfügen müssen (Art. 75 Abs. 2 nStGB). Es wird demnach möglich sein, nötigenfalls Insassen aus den anderen Sektoren der AB hierhin zu verlegen.

Die Konferenz der Justiz- und Polizeidirektoren der lateinischen Schweiz (LKJPD) hat am 29. September 2005 das Bedürfnis für den Bau einer VSV-Anstalt von 40 Plätzen anerkannt und dieses Projekt in ihre Konkordatsplanung aufgenommen.

#### *Arrestzellen*

Jedes Gefängnis und jede Strafvollzugsanstalt muss über eine bestimmte Anzahl Arrestzellen verfügen, worin Häftlinge, die gegen die Regeln der Anstalt verstossen haben, für eine begrenzte Zeit platziert werden. Diese Arrestzellen stellen für den geregelten Ablauf des Gefängnisbetriebs eine absolute Notwendigkeit dar.

Das VSV-Gebäude umfasst insgesamt acht Arrestzellen, wovon zwei zum VSV-Programm im engeren Sinne gehören, während die übrigen sechs die heutigen Arrestzellen der AB ersetzen sollen, die sich im Untergeschoss des Anbaus des Zellentrakts befinden. Diese Zellen verfügen weder über natürliches Licht noch über einen Frischluftzufluss und vermögen damit den geltenden Normen nicht mehr zu entsprechen (Empfehlung R87-3 des Europarates), wie das Bundesamt für Justiz denn auch wiederholt betont hat. Hinzu kommt, dass die heutigen Arrestzellen über keine Höfe für den täglichen Spaziergang der Insassen verfügen. Diese müssen deshalb den Hof des Zellentrakts benutzen, was zu unerwünschten Kollisionsrisiken führt und zudem für das Personal eine Mehrbelastung bedeutet.

### **2.3 Sporthalle**

Das Bedürfnis für eine Sporthalle in den Anstalten von Bellechasse ist schon seit vielen Jahren anerkannt. Aus diesem Grund wurde der Bau einer solchen Sporthalle auch in die jeweiligen, mehrjährigen Finanzpläne der Anstalten aufgenommen. Die heutigen Sport-Infrastrukturen (Fussball- und Basketballplatz) befinden sich unter freiem Himmel und können nur bei guten Wetterverhältnissen genutzt werden. Eine Strafanstalt muss aber über angemessene Strukturen für Sport verfügen, und zwar nicht nur, um den Insassen Aktivitäten anzubieten, son-

dern auch, um die dem Gefängnisbetrieb inhärenten Spannungen zu vermindern und dadurch zur Sicherheit beizutragen. Ein erstes Projekt für eine Sporthalle wurde bereits 1998 vorbereitet und erhielt die Zusicherung des Bundesamtes für Justiz für eine Subventionierung im Umfang von 50% der Baukosten. Die Realisierung dieses Projekts wurde jedoch aus Budgetgründen mehrmals aufgeschoben.

Mit dem Bau einer VSV-Anstalt wird es noch wichtiger sein, über eine Sporthalle zu verfügen, denn die Insassen im vorzeitigen Strafvollzug können aus Sicherheitsgründen nicht in den Aussensektoren beschäftigt werden und haben auch keinen Zugang zu den Aussensportanlagen. Diese Insassen, von denen manche mehrere Monate oder gar mehrere Jahre im VSV-Regime verbleiben werden, können somit nur in den gesicherten Ateliers beschäftigt werden, wo sie im Prinzip während fünf Tagen pro Woche arbeiten werden. Umso wichtiger ist es, dass sie ausserhalb dieser Arbeitszeiten eine körperliche Tätigkeit ausüben können.

### **2.4 Umbau der gesicherten Ateliers und des Sektors Ausrüstung**

Wie die Sporthalle ist auch der Umbau der gesicherten Ateliers seit mehreren Jahren vorgesehen und figuriert im Finanzplan der Anstalten von Bellechasse. Zudem wurde er auch in das Budget 2006 aufgenommen. Die Realisierung dieses Umbaus sollte in den Jahren 2006 und 2007 erfolgen, doch wurde er in Erwartung des Entscheids über die VSV-Anstalt zurückgestellt.

Gegenwärtig arbeiten im Durchschnitt 40 Insassen in den gesicherten Ateliers und im Atelier «Selecta» (alte Militärbaracke), die sich ausserhalb des Anbaus des Zellentrakts befindet. Diese Ateliers umfassen insgesamt eine Fläche von 400 m<sup>2</sup>. Das Atelier «Selecta» entspricht den heutigen Normen nicht mehr und ist für die gegenwärtigen Arbeiten nicht mehr geeignet. Die sechs Insassen, die in diesem Atelier arbeiten, müssen demnach in die gesicherten Ateliers transferiert werden. Was die gesicherten Ateliers betrifft, so vermögen diese wegen ihrer engen Raumverhältnisse und wegen der Sicherheitsmängel den heutigen Anforderungen nicht mehr zu entsprechen.

Angesichts der Entwicklung in der Gefängnispopulation und der gesteigerten Sicherheitsanforderungen müssen die gesicherten Ateliers umgebaut werden, und zwar unabhängig davon, ob das VSV-Gebäude realisiert wird. Wegen der Zunahme der langjährigen Gefängnisstrafen kann eine immer grössere Anzahl Insassen des Zellentrakts nicht mehr in den Sektoren mit niedrigerer Sicherheit (Landwirtschaft; Unterhalt und Renovationen) eingesetzt werden, da die Fluchtgefahr zu gross wäre. Mit dem Umbau der Ateliers verbunden ist auch eine Verbesserung der Arbeitsbedingungen und eine bessere Rentabilisierung der von den Insassen geleisteten Arbeit. Durch die Verlegung der Wäscherei und der Nähateliers in das VSV-Gebäude wird Platz für eine zentralisierte Ausrüstung aller Insassen geschaffen, und es werden Synergien freigesetzt. Damit können bei den bereits geplanten Arbeiten, die aus den oben erwähnten Gründen aufgeschoben wurden, Einsparungen erzielt werden.

### **3. PROJEKTSTUDIE**

Eine Arbeitsgruppe wurde damit beauftragt, das Raumprogramm auszuarbeiten und ein Projekt für die Erstellung eines Gebäudes für den VSV sowie einer Sporthalle

auf dem Gelände der Anstalten von Bellechasse vorzustellen. Diese Arbeitsgruppe setzte sich aus Vertretern der beteiligten kantonalen Instanzen (SJD; AB; RUBD) zusammen, wobei von Anfang an auch die Vertreter der für die Subventionierung im Bereich des Straf- und Massnahmenvollzugs zuständigen Bundesbehörden (Bundesamt für Justiz, Bundesamt für Bauten und Logistik) integriert wurden.

Die Arbeitsgruppe lancierte am 11. August 2005 einen Auftrag für ein Vorprojekt betreffend die Erstellung eines Gefängnisses des geschlossenen Typs für den vorzeitigen Strafvollzug mit 40 Zellen, einer Wäscherei und Ateliers, 8 Arrestzellen, einem gedeckten Depot mit Reserve für die Erweiterung der gesicherten Ateliers sowie von Sport-Infrastrukturen. Im Rahmen dieses Verfahrens wurden 4 Architekturbüros eingeladen, ein Projekt im Massstab 1:200 vorzulegen. Unter der Leitung des Kantonsarchitekten hat das mit der Prüfung dieser Vorprojekte betraute Expertenkollegium einstimmig beschlossen, die Weiterführung der Studie dem Architekturbüro LZ&A (Linder, Zühlke et associés) in Freiburg anzuvertrauen mit dem Auftrag, ein Projekt mit detailliertem Kostenvoranschlag vorzulegen. Das Projekt, das heute dem Grossen Rat zur Genehmigung unterbreitet wird, wurde vom Büro LZ&A in enger Zusammenarbeit mit mehreren spezialisierten Ingenieurbüros und mit Vertretern der AB und der SJD ausgearbeitet. Falls der Grosse Rat das Projekt genehmigt, wird die nächste Phase, d.h. die Realisierung des Projekts, Gegenstand einer öffentlichen Ausschreibung gemäss der Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen bilden.

## **4. PROJEKTDESCHEIBUNG**

### **4.1. Die Lage**

Die Strafanstalten von Bellechasse befinden sich im Gebiet des Grossen Mooses in einer isolierten Lage und umfassen verschiedene Gebäude, die den verschiedenen Vollzugskategorien dienen. Diese Kategorien haben je ihre eigenen Regeln bezüglich der Sicherheit und funktionieren unabhängig voneinander, jedoch mit gemeinsamen Infrastrukturen. Die Bauten wurden im Laufe der Jahre, den Bedürfnissen folgend, erstellt und bilden heute ein uneinheitliches Gesamtbild von Gebäuden, die nebst dem Zellenbereich, dem Empfang, der Verwaltung, der Beschäftigung der Insassen in den internen und externen Ateliers sowie der körperlichen Betätigung im Freien dienen. Mit der kürzlich fertig gestellten Zentrale wird der Empfang aller Insassen, des Personals und der Besucher vereinfacht werden, ebenso die interne und externe Überwachung durch ein Kamerasystem.

### **4.2. Das Projekt**

Das neue Gebäude für den vorzeitigen Strafvollzug VSV wird parallel zur Bibera liegen, mit einer breiten, markanten Front gegenüber vom Verwaltungsgebäude. Mit der Erstellung des neuen Gebäudes wird der Bereich Empfang neu gestaltet, und die Warenannahme für die Ateliers und für die Aktivitäten im Freien werden auf die Nordseite verlegt und damit klar vom öffentlichen Bereich abgetrennt. Das neue Gebäude gliedert sich in die bestehenden Strukturen ein und ermöglicht eine Neuordnung des öffentlichen Bereichs, indem die Warenlager aus diesem Bereich entfernt werden. Damit entspricht das

neue Gebäude den entsprechenden Sicherheitsanforderungen, und gleichzeitig wird die Sicherheit in den AB generell erhöht.

### **4.3. Das Gebäude VSV**

Der Haupteingang der Strafanstalt befindet sich in der kürzlich neu erstellten Zentrale. Die Hauptachsen des neuen Gebäudes VSV spielen eine wichtige Rolle in Bezug auf die Sicherheit und stehen in direktem Bezug zur Zentrale. Die Räume befinden sich im Wesentlichen auf zwei Ebenen, während das Untergeschoss lediglich die 8 Arrestzellen und technische Einrichtungen beherbergt. Die Verbindung mit der Zentrale wird durch einen zentralen Gang gewährleistet, welcher ebenfalls die technischen Einrichtungen enthält. Die 8 Arrestzellen (von denen zwei zum eigentlichen VSV-Programm gehören, während die übrigen sechs die heutigen, nicht mehr konformen Arrestzellen ersetzen) befinden sich im Untergeschoss und verfügen über zwei unabhängige Spazierhöfe. Im Erdgeschoss und im 1. Stock befinden sich im Frontalbereich alle Räume, die dem Empfang, der Überwachung sowie der medizinischen und sozialen Betreuung der Insassen dienen. Die 40 neuen Zellen sowie die Räume, die den verschiedenen Beschäftigungen der Insassen dienen, befinden sich auf der hinteren Seite des Gebäudes. Der Spazierhof bildet den Übergang zur Sporthalle und schliesst das kammartig aufgebaute VSV-Gebäude ab. Der zentrale Gang ist das eigentliche Rückgrat des ganzen Gebäudes und ermöglicht den raschen Zugang zu allen Bereichen und eine effiziente Überwachung des gesamten Systems. Die technische Ausrüstung der Zellen beschränkt sich auf ein Lavabo und eine Toilettenschüssel. Die gemeinsamen Räume wie Duschen, Räume für Reinigungsmaterial usw. befinden sich auf der Seite des zentralen Gangs, am Kopf jeder Zelleneinheit. Damit ist eine allfällige spätere Erweiterung des Zellenbereichs nach Norden problemlos realisierbar, ohne den Anstaltsbetrieb zu beeinträchtigen.

### **4.4. Die Sporthalle**

Mit einer Fläche von 12m/24m entspricht die Sporthalle der kleinsten Einheit nach Magglingen-Norm. Einrichtung und Ausstattung präsentieren sich analog zu den Sporthallen in anderen Strafanstalten. Die Sporthalle befindet sich in der Verlängerung des Hauptganges und kann auch unabhängig vom VSV genutzt werden, so dass alle Insassen der Anstalten von Bellechasse Zugang zur Halle haben werden. Die Ausstattung ist rudimentär (Basketballkörbe, Volleyballnetz usw.) und erlaubt einfache sportliche Aktivitäten mit den Insassen. Dank der einfachen Ausstattung kann die Halle auch für andere Zwecke genutzt werden.

### **4.5. Umbau der gesicherten Ateliers und des Bereichs Ausstattung**

Der in den 80er-Jahren erstellte Anbau zum heutigen Zellentrakt muss umgebaut werden. Er besteht aus einem Untergeschosse und zwei Stockwerken. Dieses Gebäude dient unter anderem der Beschäftigung der Insassen in den gesicherten Ateliers und beherbergt im Untergeschoss die Räume für die Ausstattung und die Lagerung der persönlichen Effekten der Insassen. Die Arrestzellen, die den heutigen Normen nicht mehr entsprechen, und



die Wäscherei werden neu im VSV-Gebäude eingerichtet, so dass im Anbau Platz frei wird für den Empfang und die Ausstattung aller Insassen und für die Lagerung ihrer persönlichen Effekten. Durch die Verlagerung des Nähteliens in das VSV-Gebäude wird im Erdgeschoss Platz geschaffen für die Einrichtung eines gesicherten Ateliers, welches das heutige Atelier «Selecta» ersetzen wird. Die Neuordnung dieser Räumlichkeiten ist notwendig und dient dem geordneten Anstaltsbetrieb. Sie steht in einem direkten Zusammenhang zur neuen Zentrale und zum Verbindungsgang zur neuen VSV-Einheit. Des Weiteren sollen die Materiallagerung und die Tätigkeiten, die im Freien verrichtet werden, auf die hintere Seite des Gebäudes verlagert werden. Mit dieser Neuordnung können die Ateliers nötigenfalls auf der Seite des Eingangs erweitert werden, ohne dass der Anstaltsbetrieb dadurch beeinträchtigt wird. Die Räume für die Besucher werden für die gesamte Strafanstalt im Frontbereich des Zellengebäudes eingerichtet. Damit wird diese mit Publikumsverkehr verbundene Aktivität in unmittelbarer Nähe zur Zentrale konzentriert.

#### 4.6. Besondere Bodeneigenschaften

Eine geologische Untersuchung des Bodens hat dessen schwache Tragfähigkeit sowie die Präsenz zweier unterirdischer Wasserschichten bestätigt. Aus diesem Grund müssen die Bauten auf Pfählen errichtet werden. Es ist vorgesehen, die gleichen Pfähle einzusetzen wie beim Bau der neuen Zentrale, doch der definitive Entscheid wird erst im Rahmen der Umsetzung, nach Durchführung einer zusätzlichen Studie gefällt werden.

#### 4.7. Struktur und Materialien

Die Wahl der Materialien wurde zusammen mit den Vertretern der Anstalten von Bellechasse vorgenommen, wobei ein besonderer Akzent auf die Sicherheit und auf die Lebensdauer gelegt wurde. Anhand mehrerer Besuche in anderen Strafanstalten konnte aufgezeigt werden, welche Bedeutung das Konzept und die Bauweise, insbesondere bei exponierten Räumlichkeiten, haben. Die vorgeschlagene Struktur ist schlicht und nach rationalen Kriterien konzipiert. Die Aussenteile des Gebäudes bestehen aus vorgefertigten, mit einer mineralischen Lasur belegten Betonelementen, die eine harmonische Ansicht der Aussenfassaden bewirken. Die tragenden Elemente im Innern des Gebäudes, wie z.B. die entlang des Hauptganges angelegten Säulen sowie die Trennmauern zwischen den Zellen, bestehen aus vorgefertigten Betonelementen.

Mit der vorgeschlagenen Bauweise können serienmässig gefertigte Elemente verwendet werden, ohne dass die Flexibilität hinsichtlich einer späteren Änderung der Raumaufteilung behindert würde. Die Decken bestehen aus gegossenem Stahlbeton und verteilen die Last gleichmässig auf die Pfähle. Die Böden in den Gemeinschaftsräumen sowie in den Zellen bestehen aus flexiblem, widerstandsfähigem Polyurethan, was den Unterhalt vereinfacht. Alle Fenster, die den Sicherheitsnormen entsprechen müssen, bestehen aus galvanisiertem Stahl und sind mit Stahlbarren ausgerüstet, wie sie bereits in den bestehenden Gebäuden in Bellechasse verwendet wurden. Zwischendecken wurden einzig in jenen Räumen vorgesehen, die besondere Anforderungen an die Akustik stellen sowie in jenen Gebäudeteilen, die die horizontale Verteilung der technischen Einrichtungen sicherstellen. Eine

Option bestünde ferner darin, die Zellen mit vorgefertigten Einheiten des Typs «Box» zu erstellen. Eine erste Prüfung hat jedoch ergeben, dass bei einer solchen Option, nach heutigem Kenntnisstand und aufgrund der Bodenbeschaffenheit, eine unabhängige Decke eingezogen werden müsste, die die Last gleichmässig auf die Pfähle verteilt. Vor der Erstellung des definitiven Projekts werden beide Optionen im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung verglichen werden. Es wird somit möglich sein, die Vor- und Nachteile der beiden Systeme zu prüfen und entsprechend für das eine oder andere zu entscheiden. Bei der Sporthalle besteht die tragende Struktur des Daches aus Holz, während die Aussenwände aus Stahlbeton erstellt werden.

#### 4.8. Energie und technische Einrichtungen

Bei den technischen Einrichtungen für die Wärmeerzeugung, die Wasser- und Stromversorgung sowie die Sicherheit werden die Synergien, die sich mit den bestehenden Installationen ergeben, genutzt. Mit der Holzheizung können die Anstalten von Bellechasse einen günstigeren, lokalen Rohstoff nutzen, dessen Preisentwicklung nicht mit derjenigen der anderen Energieträger zusammenhängt. Mit den beiden bestehenden Heizkesseln ist es nicht möglich, nebst den heutigen Gebäuden auch die VSV-Anstalt zu heizen. Aus diesem Grund ist vorgesehen, den älteren der beiden Heizkessel durch ein neues Modell zu ersetzen, welches ebenfalls einen Teil der heutigen Gebäude beheizen wird. Für die Erzeugung von Warmwasser im Sanitärbereich werden Sonnenpanels eingesetzt, die in den gesicherten Ateliers, im Rahmen eines Ausbildungs- und Arbeitsprogramms von einigen Insassen hergestellt und zusammengesetzt werden. Der Neubau entspricht in Bezug auf den Energieverbrauch dem Minerigie-Standard.

### 5. KOSTENVORANSCHLAG

#### 5.1 Investitionskosten

Der in der Form eines Baukostenplans dargestellte Kostenvoranschlag umfasst die gesamten Kosten, die im Rahmen des Neubaus der VSV-Anstalt mit 40 Zellen und 8 Arrestzellen, der Sporthalle, der Aussenanlagen, der Erweiterung des Parkplatzes und des Umbaus der bestehenden Ateliers mit dem Depot entstehen werden. Die Oberflächen- und Preisangaben beruhen auf den Projektplänen und Detailstudien sowie auf Untersuchungen, die von spezialisierten Ingenieuren durchgeführt wurden.

Der Kostenvoranschlag präsentiert sich wie folgt:

|                                     | Fr.               |
|-------------------------------------|-------------------|
| <b>Gebäude VSV + 2 Arrestzellen</b> |                   |
| BKP 1 Vorbereitungsarbeiten         | 577 000           |
| BKP 2 Gebäude                       | 10 049 000        |
| BKP 3 Betriebseinrichtungen         | 659 000           |
| BKP 4 Umgebung                      | 417 000           |
| BKP 5 Baunebenkosten                | 876 000           |
| BKP 9 Ausstattung und Signalisation | 555 000           |
| <b>Total</b>                        | <b>13 133 000</b> |
| <b>6 Arrestzellen</b>               |                   |
| BKP 1 Vorbereitungsarbeiten         | 82 000            |
| BKP 2 Gebäude                       | 1 436 000         |
| BKP 3 Betriebseinrichtungen         | 94 000            |
| BKP 4 Umgebung                      | 60 000            |

|              |                               |                  |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 125 000          |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 79 000           |
| <b>Total</b> |                               | <b>1 876 000</b> |

#### **Sporthalle und Verbindungsgang**

|              |                               |                  |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| BKP 1        | Vorbereitungsarbeiten         | 72 000           |
| BKP 2        | Gebäude                       | 1 620 000        |
| BKP 3        | Betriebseinrichtungen         | 24 000           |
| BKP 4        | Umgebung                      | 15 000           |
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 131 000          |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 40 000           |
| <b>Total</b> |                               | <b>1 902 000</b> |

#### **Umbau der Ateliers und der Warenlager**

|              |                               |                  |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| BKP 1        | Vorbereitungsarbeiten         | 251 000          |
| BKP 2        | Gebäude                       | 976 000          |
| BKP 3        | Betriebseinrichtungen         | 62 000           |
| BKP 4        | Umgebung                      | 348 000          |
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 193 000          |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 35 000           |
| <b>Total</b> |                               | <b>1 865 000</b> |

#### **Sport-Aussenanlagen**

|              |                               |                |
|--------------|-------------------------------|----------------|
| BKP 1        | Vorbereitungsarbeiten         | 3 000          |
| BKP 2        | Gebäude                       | 0              |
| BKP 3        | Betriebseinrichtungen         | 0              |
| BKP 4        | Umgebung                      | 119 000        |
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 11 000         |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 3 000          |
| <b>Total</b> |                               | <b>136 000</b> |

#### **Erweiterung des bestehenden Parkplatzes**

|              |                               |                |
|--------------|-------------------------------|----------------|
| BKP 1        | Vorbereitungsarbeiten         | 3 000          |
| BKP 2        | Gebäude                       | 0              |
| BKP 3        | Betriebseinrichtungen         | 0              |
| BKP 4        | Umgebung                      | 144 000        |
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 12 000         |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 3 000          |
| <b>Total</b> |                               | <b>162 000</b> |

#### **Sicherheit im Aussenbereich**

|              |                               |                  |
|--------------|-------------------------------|------------------|
| BKP 1        | Vorbereitungsarbeiten         | 0                |
| BKP 2        | Gebäude                       | 0                |
| BKP 3        | Betriebseinrichtungen         | 0                |
| BKP 4        | Umgebung                      | 1 635 000        |
| BKP 5        | Baunebenkosten                | 111 000          |
| BKP 9        | Ausstattung und Signalisation | 10 000           |
| <b>Total</b> |                               | <b>1 756 000</b> |

**Gesamttotal** **20 830 000**

#### **Bundessubventionen:**

|                      |                  |
|----------------------|------------------|
| für die Sporthalle:  | <b>864 000</b>   |
| für das VSV-Gebäude: | <b>5 700 000</b> |

**Gesamttotal, nach Abzug der Bundessubventionen:** **14 266 000**

Die veranschlagten Preise wurden teils aufgrund von Vergleichsofferten, teils aufgrund der heutigen Marktpreise berechnet und entsprechen einer Ausschreibung im Stand Oktober 2005.

Die Kosten nach BKP 2 für die Erstellung des VSV-Gebäudes werden auf 11 485 000 Franken veranschlagt. Aufgrund der Bruttogebäudefläche gemäss SIA-Norm 416, d.h. 3664 m<sup>2</sup>, belaufen sie sich auf 3134 Franken/m<sup>2</sup>. Im Verhältnis zum Gebäudevolumen gemäss SIA-Norm 116, d.h. 15 746 m<sup>3</sup>, belaufen sie sich auf 729 Franken/m<sup>3</sup>.

### **5.2 Betriebskosten**

Die Betriebskosten des VSV-Gebäudes wurden bei der Vorbereitung dieses Projekts eingehend untersucht. Eine

Arbeitsgruppe hat diese Kosten gestützt auf die bisherigen Erfahrungen in den Anstalten von Bellechasse sowie in anderen, vergleichbaren Anstalten eingeschätzt. Die technischen Parameter wurden von den Architekten und Ingenieuren untersucht, die das Projekt erarbeitet haben.

Den grössten Teil der Betriebskosten machen die Personalkosten aus, die auf 2 625 000 Franken geschätzt werden. Um den Betrieb der VSV-Anstalt zu gewährleisten, müssen 25 Stellen (Vollzeitstellen) geschaffen werden. Diese Stellen verteilen sich wie folgt: Aufsicht (19), soziale und medizinische Betreuung (4), Küche (1) und Verwaltung (1). Die Synergieeffekte, die insbesondere in den Bereichen der Versorgung und der Verwaltung erreicht werden können, wurden bei der Berechnung berücksichtigt.

Die übrigen Betriebskosten setzen sich wie folgt zusammen: Reparaturen, Unterhalt usw.: 83 000 Franken; Verbrauchsmaterial (Material für die Ateliers, Reinigungsmaterial, Bettwäsche, Nahrungsmittel usw.): 285 000 Franken; Energiekosten: 84 000 Franken; Dienstleistungen (Versicherungen, Telekommunikation, Arzt- und Pflegekosten usw.): 238 000 Franken; Pekulium: 400 000 Franken. Zusammen mit den vorerwähnten Personalkosten belaufen sich die Betriebskosten auf insgesamt 3 748 000 Franken.

Die Einnahmen bestehen grösstenteils aus den Haftkosten, die die Einweisungsbehörden der Konkordatskantone begleichen müssen. Angesichts der weiterhin angespannten Situation auf diesem besonderen Markt kann ohne weiteres davon ausgegangen werden, dass im neuen Gebäude stets 39 Plätze besetzt sein werden.

Auf der Grundlage dieser Evaluationen werden die Betriebskosten wie folgt geschätzt:

|                             | Fr.              |
|-----------------------------|------------------|
| Ausgaben total:             | 3 748 000        |
| Einnahmen total:            | 2 675 000        |
| <b>Nettobetriebskosten:</b> | <b>1 073 000</b> |

### **6. AUSFÜHRUNG UND FRISTEN**

Nach der Gewährung des Baukredits wird das Verfahren im Rahmen einer öffentlichen Ausschreibung weitergeführt werden. Zunächst wird der Bauherr gemäss der Gesetzgebung über das öffentliche Beschaffungswesen das Dossier für die Ausschreibung erstellen, danach werden das für die Realisierung des Projekts zuständige Architekturbüro sowie die spezialisierten Ingenieure bezeichnet werden. Diese werden ihrerseits die einzelnen Arbeiten öffentlich ausschreiben. Nach dieser Zeitplanung könnten die Arbeiten im Herbst 2007 beginnen.

Die Dauer der Bauarbeiten wird auf 24 Monate geschätzt, so dass das VSV-Gebäude gegen Ende 2009 bezugsbereit sein könnte.

### **7. FINANZIERUNG**

Die Gesamtkosten des Projekts belaufen sich auf 20 830 000 Franken.

Gemäss dem Bundesgesetz über die Leistungen des Bundes für den Straf- und Massnahmenvollzug gewährt der Bund Beiträge an den Neu-, Aus- und Umbau der Anstalten für den Vollzug von freiheitsentziehenden Strafen. Im

Rahmen des vorliegenden Projekts wurden die Vertreter des Bundesamtes für Justiz und des Bundesamtes für Bauten und Logistik von Beginn weg in die Arbeitsgruppe integriert, um den Aspekt der Bundessubventionen optimal zu koordinieren. Dies ist umso wichtiger, als das Bundesrecht strenge Anforderungen an die Gewährung der Beiträge stellt (durch eine interkantonale Planung anerkanntes Bedürfnis, Qualität des Projekts, Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit usw.). Sind alle Voraussetzungen erfüllt, so beläuft sich der Bundesbeitrag grundsätzlich auf 35% der anerkannten Baukosten. Gestützt auf das Vorprojekt hat das Bundesamt für Justiz den möglichen Bundesbeitrag auf 6 564 000 Franken festgelegt. Dieser Betrag figuriert in einer Absichtserklärung des Bundesamtes für Justiz und muss vom Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement bestätigt werden, sobald das Projekt vom Grossen Rat angenommen wurde. In diesem Betrag enthalten ist eine Summe von 864 000 Franken für den Bau der Sporthalle, deren Investitionskosten zu 50% vom Bund übernommen werden. Dieser höhere Subventionierungssatz entspricht jenem, der im Rahmen des ersten, nicht realisierten Projekts von 1998 gewährt worden war (vgl. Ziffer 2.3, oben).

Der Verpflichtungskredit, der Gegenstand des vorliegenden Dekretsentwurfs ist, beläuft sich nach Abzug der Bundessubvention auf 14 266 000 Franken.

## 8. REFERENDUM

Der Verpflichtungskredit übersteigt die in Artikel 46 der Staatsverfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 festgelegte Grenze (¼% der Gesamtausgaben der letzten vom Grossen Rat genehmigten Staatsrechnung, mithin 6 675 000 Franken). Er unterliegt somit dem fakultativen Referendum. Der für das Finanzreferendum massgebliche Betrag setzt sich aus der einmaligen Ausgabe von 14 266 000 Franken zusammen sowie aus den unter Punkt 5.2 erwähnten, periodischen Netto-Betriebskosten, die auf fünf Jahre hinaus berücksichtigt werden, mithin für einen Betrag von 5 365 000 Franken.

## 9. SCHLUSS

Mit dem Bau eines neuen Gebäudes von 40 Zellen in den Anstalten von Bellechasse wird das Problem der Überbevölkerung der Gefängnisse entschärft werden, indem der Kanton Freiburg sowie die anderen Kantone des Westschweizer Konkordats ihre Insassen, die in den vorzeitigen Strafvollzug übergeführt werden sollen, in eine hierfür geeigneten Struktur einweisen können. Das VSV-Gebäude ist nachhaltig und flexibel konzipiert, so dass es nötigenfalls auch Insassen aufnehmen kann, die bereits verurteilt sind und die eine Freiheitsstrafe in einer geschlossenen Struktur vollziehen. Es entspricht zudem den im neuen Strafgesetzbuch festgelegten Grundsätzen, wonach der vorzeitige Straf- oder Massnahmenvollzug neu auf Bundesebene eingeführt wird.

Die übrigen Bauvorhaben, die im Rahmen des VSV-Projekts vorgesehen sind (Umbau der gesicherten Ateliers, Sporthalle, Erweiterung des Parkplatzes) sind bereits im Finanzplan vorgesehen und decken ausgewiesene Bedürfnisse der Anstalten von Bellechasse ab. Die gleichzeitige Erstellung dieser Elemente wurde im Rahmen einer Gesamtplanung evaluiert und ermöglicht eine bessere Koordination sowie eine einheitlichere Vision der Anstalten von Bellechasse.

Das vorliegende Projekt hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden und wirft keine besonderen Fragen in Bezug auf die Verträglichkeit mit dem Europarecht auf.

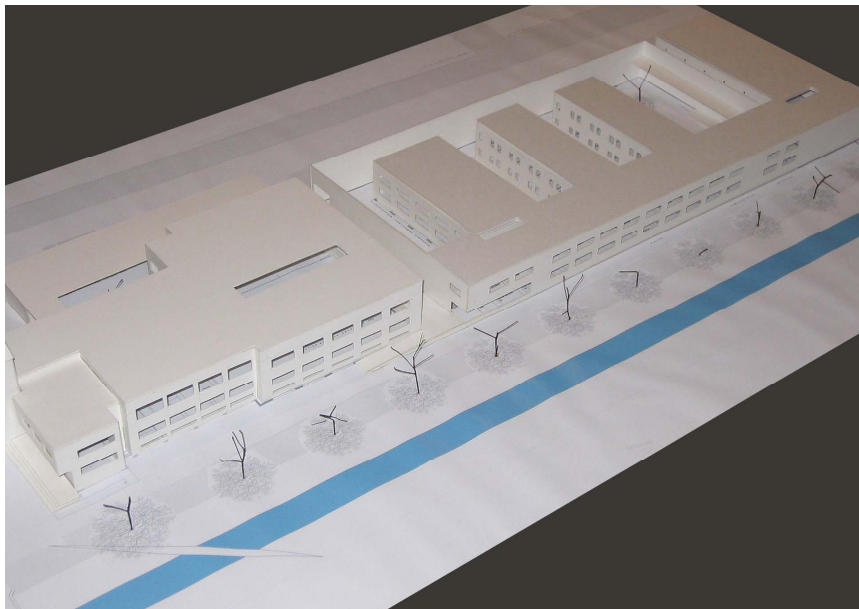
Aufgrund der Höhe der Kosten muss das Dekret gestützt auf Artikel 97 Abs. 2 des Gesetzes vom 15. Mai 1979 über das Reglement des Grossen Rates nicht von der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen, sondern von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rates (66 Stimmen) genehmigt werden.

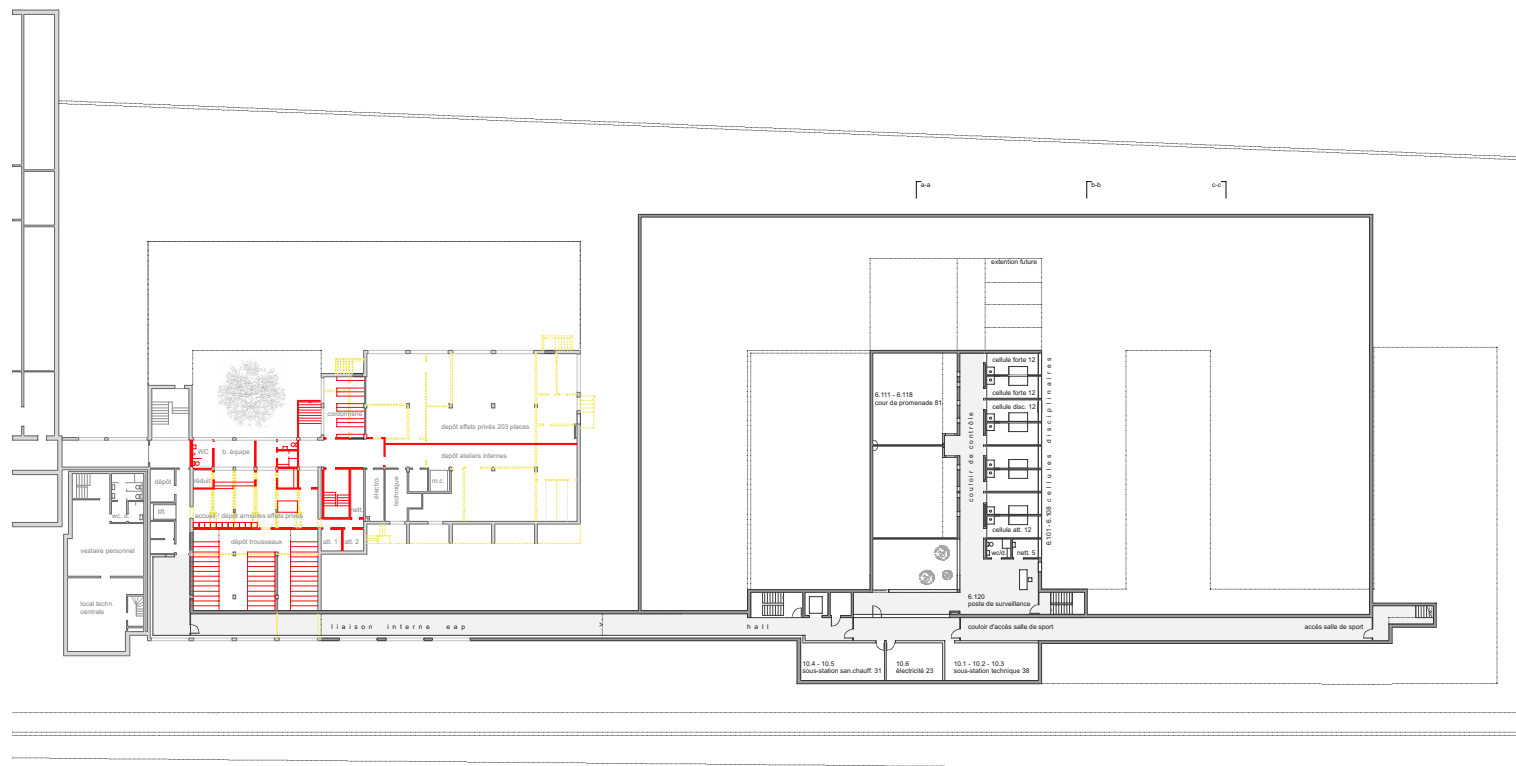
Wir beantragen Ihnen, den Dekretsentwurf anzunehmen.

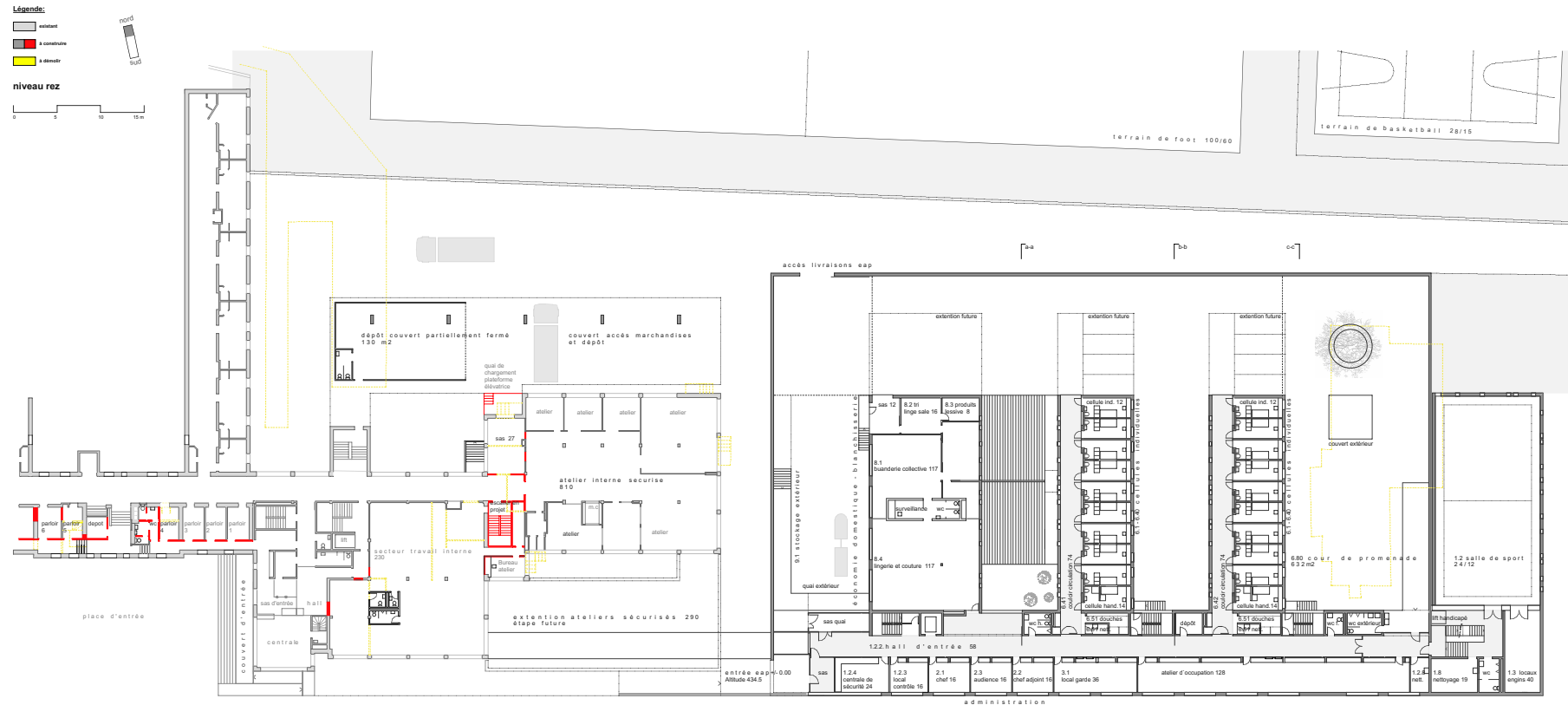
Beilage: Pläne



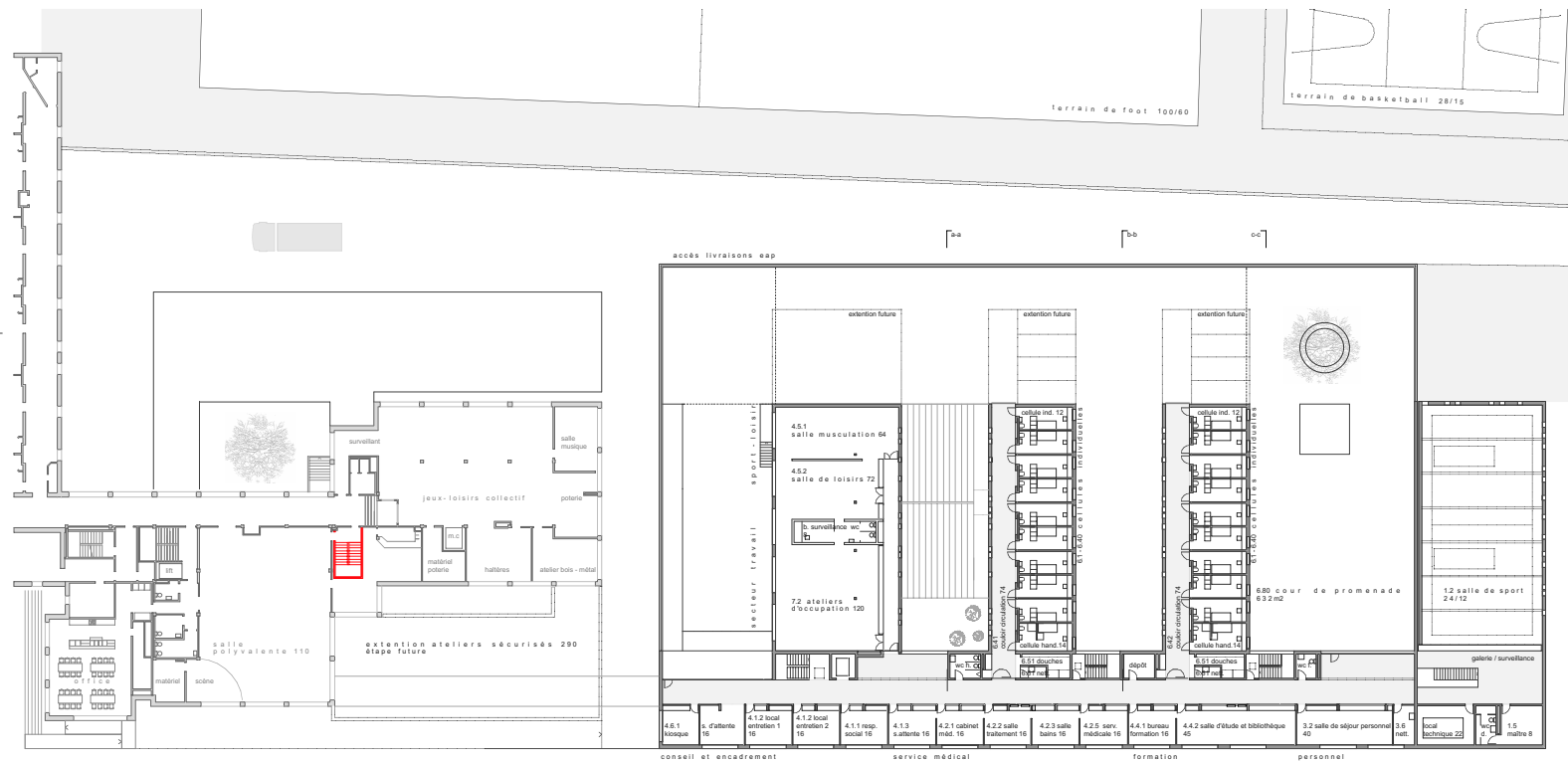
projet de prison EAP, salle de sport et transformations des ateliers sécurisés - 1786 Sugiez







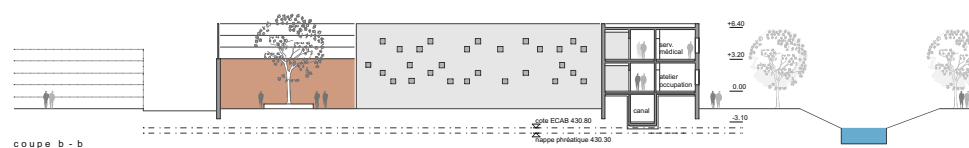
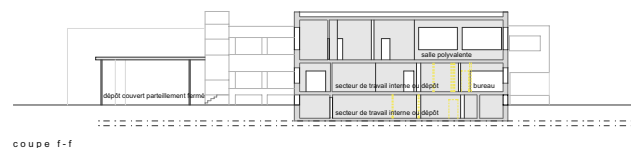
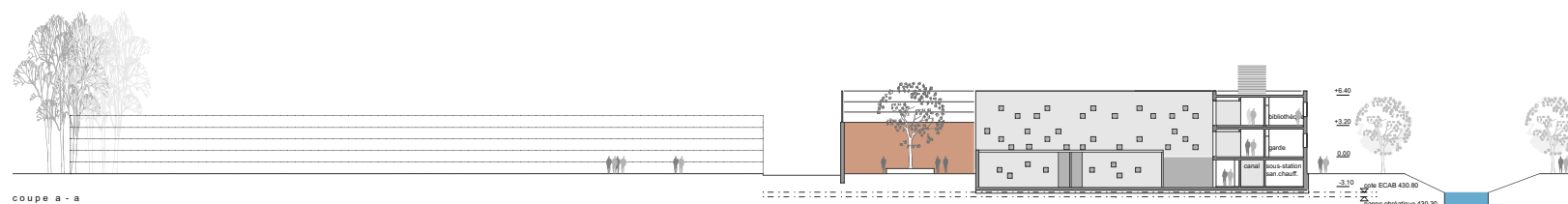
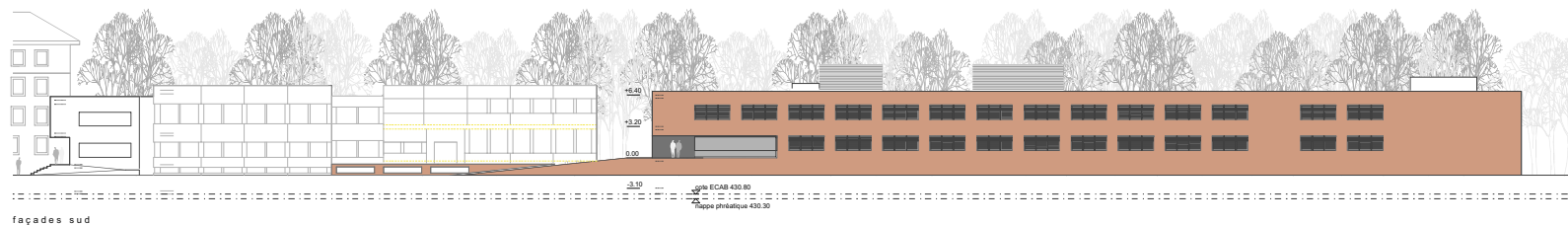
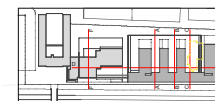




**Légende:**  
 [gris clair] existant  
 [gris foncé] à construire  
 [jaune] à démolir

**façades et coupes**

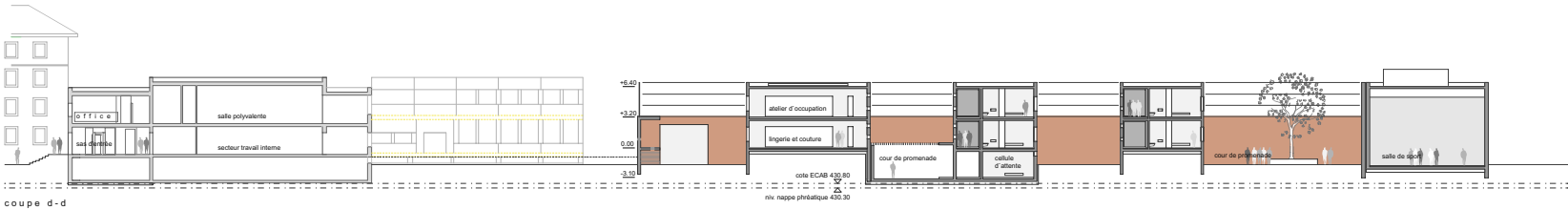
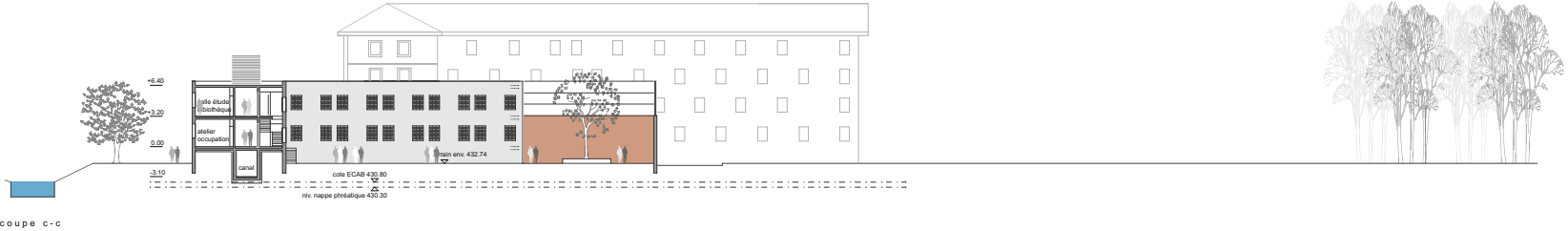
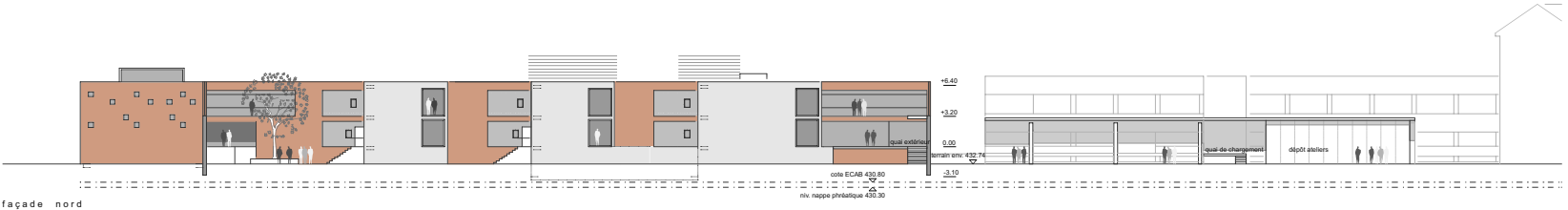
0 5 10 15 m



Légende:

- à exister
- à construire
- à démolir

façades et coupes



## Décret

du

**relatif à la construction d'un bâtiment destiné  
à l'exécution anticipée des peines et d'une salle de sports  
ainsi qu'au réaménagement des ateliers sécurisés,  
sur le site des Etablissements de Bellechasse**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 4 juillet 2006;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

### Art. 1

La construction, sur le site des Etablissements de Bellechasse, d'un nouveau bâtiment destiné à l'exécution anticipée des peines et d'une salle de sports ainsi que le réaménagement des ateliers sécurisés de ces Etablissements sont approuvés.

### Art. 2

<sup>1</sup> Le coût total de la construction est estimé à 20 830 000 francs, sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1<sup>er</sup> octobre 2005 et établi à 113,9 points dans la catégorie «Construction d'immeubles administratifs – Espace Mittelland» (base octobre 1998 = 100 pts).

<sup>2</sup> Le coût des travaux sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice mentionné ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

## Dekret

vom

**über den Bau eines Gebäudes für den vorzeitigen  
Strafvollzug und einer Sporthalle sowie über den Umbau  
der gesicherten Ateliers in den Anstalten von Bellechasse**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 4. Juli 2006;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

### Art. 1

Der Bau eines Gebäudes für den vorzeitigen Strafvollzug und einer Sporthalle sowie der Umbau der gesicherten Ateliers auf dem Gelände der Anstalten von Bellechasse werden genehmigt.

### Art. 2

<sup>1</sup> Die Baukosten werden auf der Grundlage des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) vom 1. Oktober 2005, bei einem Stand von 113,9 Punkten (Basis Oktober 1998 = 100), für die Kategorie «Neubau von Bürogebäuden – Espace Mittelland» auf insgesamt 20 830 000 Franken geschätzt.

<sup>2</sup> Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.



### **Art. 3**

<sup>1</sup> Un crédit d'engagement de 14 266 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la part cantonale de la construction.

<sup>2</sup> La part non couverte du coût de la construction est assurée par la participation de la Confédération, à raison de 6 564 000 francs.

<sup>3</sup> L'Administration des finances est autorisée à faire l'avance de la subvention fédérale, jusqu'à concurrence du montant indiqué à l'alinéa 2.

### **Art. 4**

Les crédits de paiements nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous la rubrique «3365 EBEL / 503.000», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

### **Art. 5**

Les dépenses relatives aux travaux seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

### **Art. 6**

Le Conseil d'Etat renseigne le Grand Conseil sur l'utilisation des crédits au plus tard dans le délai d'une année après la fin des travaux.

### **Art. 7**

<sup>1</sup> Ce décret n'a pas de portée générale.

<sup>2</sup> Il est soumis au referendum financier facultatif.

### **Art. 3**

<sup>1</sup> Für den Kantonsanteil an den Baukosten wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 14 266 000 Franken eröffnet.

<sup>2</sup> Die übrigen Baukosten werden durch einen Beitrag des Bundes in der Höhe von 6 564 000 Franken gedeckt.

<sup>3</sup> Die Finanzverwaltung wird ermächtigt, den Bundesbeitrag bis zum Betrag nach Absatz 2 vorzuschiessen.

### **Art. 4**

Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvorschläge unter der Kostenstelle «3365 EBEL / 503.000» aufgenommen und entsprechend den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

### **Art. 5**

Die Ausgaben für die vorgesehenen Arbeiten werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

### **Art. 6**

Der Staatsrat informiert den Grossen Rat spätestens ein Jahr nach Beendigung der Arbeiten über die Verwendung der Kredite.

### **Art. 7**

<sup>1</sup> Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich.

<sup>2</sup> Es untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.